

DIALOGUE INTERRELIGIEUX

LE LEADERSHIP DE L'ALGÉRIE MIS EN EXERGUE PAR UN MÉDIA AMÉRICAIN

Le leadership de l'Algérie dans la promotion du dialogue interreligieux, de la paix et du rapprochement entre les peuples, ainsi que sa contribution à la stabilité régionale et internationale, a été mis en exergue par un média américain.

P.16

ENTRENOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Lundi 1^{er} Dou Al-Qiida - 20 Avril 2026 - N° 1288 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

ESPAGNE/SONDAGE

PLUS DE 60% DES ESPAGNOLS VOIENT LE MAROC COMME UNE MENACE



Publiée dimanche dans le journal *El Espanol*, cette étude révèle que 61,4 % des personnes interrogées, appelées à se prononcer sur la politique extérieure de leur pays, se disent favorables à un éloignement vis-à-vis du régime marocain. Par ailleurs, 57,6 % des sondés considèrent que le Maroc représente un danger pour la sécurité nationale. P.7

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

HAUSSE DE 16% AU PREMIER TRIMESTRE DE L'ANNÉE EN COURS

Les exportations algériennes hors hydrocarbures ont enregistré une hausse de 16% au cours du premier trimestre de l'année courante, par rapport à la même période de 2025, a indiqué dimanche un responsable au ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. P.4

TENUE HIER D'UN CONSEIL DES MINISTRES

A L'ORDRE DU JOUR NOTAMMENT LA PRÉPARATION DES EXAMENS SCOLAIRES ET LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES



P.3

Le Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et à la discussion de plusieurs dossiers, notamment la préparation des examens scolaires officiels et la mobilisation

HYDROCARBURES/EXPLORATION DE 7 NOUVELLES ZONES

LANCEMENT DE L'APPEL À CONCURRENCE "ALGERIA BID ROUND 2026"

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a présidé, dimanche à Alger, la cérémonie de lancement de l'appel à concurrence "Algeria Bid Round 2026", portant sur sept nouvelles zones destinées à l'exploration des hydrocarbures. P.4

EDUCATION NATIONALE

MOBILISATION NATIONALE POUR LA RÉUSSITE DES EXAMENS ET DE LA RENTRÉE SCOLAIRE

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Mohammed Seghir Sadaoui, a dirigé, par visioconférence, une réunion nationale dédiée aux préparatifs des examens scolaires ainsi qu'à la prochaine rentrée, selon un communiqué rendu public dimanche par son département.

Par Youcef Hamidi



Cette rencontre, organisée samedi, a réuni, en plus des responsables de l'administration centrale, le directeur de l'Office national des examens et concours (ONEC), ainsi que les directeurs de l'éducation et leurs adjoints. Les travaux ont porté sur l'évaluation des dispositions prises sur le terrain en vue des examens et sur l'état d'avancement du programme d'investissement, en particulier celui lié à la préparation de la rentrée scolaire à venir.

Après avoir mis en avant le caractère crucial de cette phase de l'année scolaire, nécessitant une mobilisation collective de tous les intervenants afin d'assurer une pleine préparation organisationnelle et opérationnelle, tant pour les épreuves nationales que pour les structures éducatives, le ministre a rappelé que les examens du Baccalauréat et du Brevet d'enseignement moyen (BEM) requièrent une disponibilité totale sur les plans organisationnel, pédagogique et logistique.

M. Sadaoui a également souligné l'importance de corriger les insuffisances relevées auparavant, notamment en ce qui concerne le choix des centres d'examen, précisant que cette problématique a déjà été prise en charge par le remplacement de certains sites inadéquats par des établissements conformes aux normes exigées. Il a insisté, par ailleurs, sur la nécessité d'assurer une coordination permanente et immédiate entre les directions de l'éducation et l'ONEC, afin de permettre une remontée d'informations en temps réel sur l'évolution des préparatifs.

Le ministre a, en outre, pris connaissance des exposés présentés par les directeurs de l'éducation, lesquels ont mis en avant les mesures adoptées, confirmant la disponibilité des centres d'examen à la suite d'opérations d'inspection globale ayant porté sur plusieurs aspects organisationnels, notamment l'hygiène, la climatisation, les équipements et

l'encadrement. Dans ce cadre, certains anciens centres ont été remplacés par de nouveaux établissements, tandis que les commissions de wilaya chargées de la coordination et du suivi ont été activées. Des dispositifs relatifs au transport et à la restauration ont également été mis en place, parallèlement au renforcement de la coordination avec les différents secteurs ministériels concernés.

S'agissant du phénomène d'introduction des téléphones portables dans les centres d'examen, M. Sadaoui a insisté sur la nécessité d'y mettre un terme, bien qu'il soit presque inexistant, le qualifiant de l'un des risques les plus graves susceptibles de porter atteinte à la crédibilité des examens nationaux. Il a ainsi ordonné de renforcer les mesures de contrôle, de mobiliser davantage de moyens techniques et humains et d'intensifier les actions de sensibilisation auprès des candidats.

Dans ce même contexte, le ministre a évoqué l'importance de consolider les partenariats et la coordination intersectorielle avec les différents départements concernés, notamment ceux de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, de la Santé, de la Poste et des Télécommunications, ainsi que des Affaires religieuses et des Wakfs.

Dans le cadre de la préparation du BEM, il a insisté sur la prise en charge des élèves hospitalisés ne

pouvant se rendre dans les centres d'examen habituels, en prévoyant l'organisation de centres spécifiques au sein des établissements hospitaliers concernés. Concernant le suivi de l'exécution du programme d'investissement sectoriel, le directeur de la planification a présenté un état des lieux des projets inscrits, précisant que le nombre d'opérations en cours de réalisation, y compris celles enregistrées au titre de 2026 jusqu'au 31 mars, atteint 2373 projets d'établissements scolaires couvrant les trois cycles. Il a également relevé des disparités dans le rythme d'avancement entre les wilayas, soulignant la nécessité de renforcer le suivi de terrain et d'intensifier la coordination entre les services concernés.

A ce titre, le ministre a insisté sur l'importance d'un suivi rigoureux sur le terrain afin d'assurer la disponibilité des infrastructures prévues pour la prochaine rentrée, saluant le rôle central des directeurs de l'éducation dans la mise en œuvre effective des programmes d'investissement et dans la prévention de tout retard susceptible d'affecter la rentrée scolaire ou l'organisation des examens nationaux.

Dans cette optique, il a réaffirmé que l'objectif de l'ensemble de ces mesures demeure la garantie du bon déroulement des examens scolaires nationaux dans les meilleures conditions.

Y.H

OFFICE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LA TOXICOMANIE PR YOUNES ZEBBICHE ET DR. YACINE BOUMRAH HONORÉS

Le Professeur Zebbiche Younes, élu membre de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) relevant de l'ONU pour le mandat 2027-2032, ainsi que le Docteur Yacine Boumrah, désigné au sein du groupe d'experts chargé d'étudier le système de contrôle international des drogues, ont été honorés dimanche à l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLCDT) à Alger.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le directeur général de l'Office, Tarek Kour a précisé que l'élection de l'Algérie au sein des organes onusiens concernés par la lutte contre la drogue constitue "une réalisation majeure et un acquis important" qui vient couronner les efforts de l'ensemble des secteurs concernés par la mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention contre la drogue.

En marge de la cérémonie de distinction, M. Kour a déclaré à la presse que la mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention contre la drogue "progresses à un rythme

satisfaisant dans l'ensemble de ses axes liés à la prévention, à la lutte et au traitement", et ce "en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".

L'axe de la coopération internationale a été renforcé grâce à la présence de l'Algérie au sein des instances internationales concernées par la lutte contre la drogue, a-t-il ajouté, soulignant que l'Algérie "œuvrera à faire entendre sa voix et à relever le défi du classement de certaines drogues qui n'ont pas encore été classifiées au niveau international, afin de faire face à ce fléau".

A cette occasion, M. Kour a tenu à saluer les efforts consentis par les corps de sécurité, à leur tête l'Armée nationale populaire (ANP), dans la lutte contre la drogue et la prévention de la toxicomanie.

Pour sa part, le secrétaire général du ministère de la Justice, M. Mohamed Hamadou a salué la présence de l'Algérie au sein de ces instances onusiennes, ce qui constitue, a-t-il dit, une reconnaissance internationale de son rôle et de son expertise

dans ce domaine, mettant en relief les efforts que déploie l'ONLCDT.

De son côté, Pr. Younes Zebbiche considère que l'élection de l'Algérie au sein de ces organes onusiens "reflète sa place au plan international mais aussi sa compétence dans le domaine de la lutte contre la drogue".

Quant au Dr. Yacine Boumrah, il estime que sa désignation constitue "une reconnaissance internationale des compétences de l'Algérie", ainsi qu'"une opportunité pour l'Algérie de disposer d'un point d'appui onusien" dans ce domaine.

Ont également été honorés, l'ambassadeur d'Algérie à Vienne, Larbi Latrèche, le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, M. Amar Bendjama, le directeur général des relations multilatérales au ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Abdelghani Merabet, et ce en reconnaissance de leurs efforts pour la réalisation de cet acquis.

RA

DÉCÈS DE L'ANCIEN MINISTRE ET MEMBRE DU CONSEIL DE LA NATION CHEMS EDDINE CHITOUR

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PRÉSENTE SES CONDOLÉANCES

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présenté, dimanche, ses sincères condoléances et exprimé sa profonde compassion à la famille de l'ancien ministre et membre du Conseil de la nation Chems Eddine Chitour, décédé à l'âge de 82 ans.

"C'est avec une profonde tristesse que j'ai appris le décès du Professeur Chems Eddine Chitour. L'Algérie perd en lui l'un de ses illustres académiciens, dont le parcours scientifique a été marqué par des contributions et des recherches devenues des références pour les étudiants et les chercheurs dans les universités et centres de re-

cherche", lit-on dans le message de condoléances.

"Le défunt, qui a occupé le poste de ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, avant d'être nommé membre du Conseil de la nation au titre du tiers présidentiel, a fait preuve d'une grande rigueur

scientifique, d'une compétence avérée et d'un engagement patriotique, témoignant de sa stature académique prestigieuse et de sa fidélité à l'Algérie", a ajouté le président de la République.

"En cette douloureuse épreuve, je tiens à présenter à sa famille, à ses proches, à la communauté universitaire ainsi qu'à ses collègues membres du Conseil de la nation,

mes plus sincères condoléances, les assurant de ma profonde compassion et priant Allah Tout-Puissant d'entourer le défunt de Sa sainte miséricorde et de prêter à tous patience et réconfort. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons", a conclu le président de la République dans son message.

RA

TENUE HIER D'UN CONSEIL DES MINISTRES

A L'ORDRE DU JOUR NOTAMMENT LA PRÉPARATION DES EXAMENS SCOLAIRES ET LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Le Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, a présidé, ce dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et à la discussion de plusieurs dossiers, notamment la préparation des examens scolaires officiels et la mobilisation de la jeunesse en vue des prochaines élections législatives, indique un communiqué du Conseil des ministres dont voici le texte intégral :

« Le Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, a présidé aujourd'hui une réunion du Conseil des ministres consacrée à la présentation et à l'examen de plusieurs exposés, portant notamment sur la préparation des examens scolaires officiels relevant du secteur de l'Éducation nationale, la mobilisation de la jeunesse en prévision des prochaines élections législatives, ainsi que le suivi du projet de la ligne ferroviaire du Sud (Alger – Laghouat – Ghardaïa – El Menia – In Salah – Tamanrasset) et de la ligne ferroviaire minière reliant Blad El Hadba à Oued El Kebrat, en lien avec la réalisation du quai minéralier dans le cadre de l'extension du port d'Annaba.

Après l'examen de l'ordre du jour du Conseil des ministres et la présentation, par le Premier ministre, des activités du Gouvernement au cours des deux dernières semaines, Monsieur le Président de la République a donné les instructions, orientations et directives suivantes :

Le Président de la République a entamé la réunion en félicitant Madame la ministre de la Culture et des Arts pour les efforts déployés ayant permis le succès de la visite du Pape Léon dans la wilaya d'Annaba. Il a également adressé ses félicita-



tions aux nouveaux ministres des secteurs des Mines et des Ressources en eau pour leur nomination, tout en leur fixant les priorités suivantes :

Concernant le secteur des Ressources en eau :

– Le nouveau ministre a été chargé d'élaborer un nouveau plan de gestion du secteur de l'eau, vital, garantissant son développement en vue d'assurer la sécurité hydrique à long terme, objectif majeur du programme présidentiel.

– Il a été également instruit de moderniser et d'actualiser le dispositif de veille du secteur afin de le rendre efficace, apte à fournir simultanément diagnostic et solutions dans les meilleurs délais face à toute situation d'urgence, et de hisser ce secteur au niveau des attentes des citoyens.

Concernant le secteur des Mines :

– Le Président de la République a rappelé que la stratégie économique actuelle et future de l'Algérie vise à faire du secteur des Mines un pilier générateur de richesses et un levier permettant de rompre avec la dépendance aux hydrocarbures.

– Le nouveau ministre a été chargé d'atteindre, au plus tard en

mars 2027, l'objectif d'exportation du phosphate, en tant que priorité économique majeure, notamment avec l'achèvement du quai minéralier dans le cadre de l'extension du port d'Annaba.

– Le Président de la République a ordonné le lancement immédiat des travaux de réalisation des unités de transformation de la matière première du gisement de phosphate de Blad El Hadba, parallèlement à l'exploitation de la mine.

– Il a également instruit l'entame immédiate de la construction des installations de stockage de l'urée et de l'ammoniac, conformément aux normes techniques internationales, compte tenu des conditions spécifiques de leur conservation.

Concernant le quai minéralier dans le cadre de l'extension du port d'Annaba :

– Le Président de la République a ordonné le renforcement du partenariat algéro-chinois dans les domaines de la construction, de l'extension et du dragage des ports, afin de réaliser le quai minéralier dont les travaux seront achevés à la fin du mois de mars 2027.

Concernant la ligne ferroviaire du Sud (Alger – Laghouat – Ghardaïa – El Menia – In Salah – Tamanrasset) :

– Le Président de la République a instruit le Gouvernement de concentrer ses efforts sur la concrétisation de ce projet structurant du siècle, d'une importance comparable à celui de Gara Djebilet, et dont la mise en service est prévue à l'horizon fin 2028.

Concernant l'exposé relatif à la restructuration du secteur de l'Énergie et des Energies renouvelables :

– Le Président de la République a instruit d'étudier l'opportunité de créer un Secrétariat d'État chargé des énergies renouvelables dans le cadre de la nouvelle organisation du secteur.

– Il a, par ailleurs, salué les efforts consentis par les travailleurs et les cadres de la société Sonelgaz.

Concernant l'exposé relatif à la préparation des examens scolaires officiels de l'année en cours :

– Après la présentation du ministre de l'Éducation nationale sur les préparatifs en cours pour les examens du Brevet d'enseignement moyen et du Baccalauréat, le Conseil des ministres a exprimé sa satisfaction quant au contenu de cet exposé.

Concernant l'exposé relatif à la mobilisation de la jeunesse pour les prochaines élections législatives :

– Le Président de la République a salué la montée en puissance du rôle des jeunes dans le secteur économique, la gestion des entreprises et d'autres domaines.

– Il a appelé à poursuivre cet engagement au service de l'éducation nationale, accompagné d'une prise de conscience accrue de la jeunesse quant à la noblesse de cette mission.

– Il a également insisté sur la nécessité d'encourager les jeunes, y compris les femmes, en leur ouvrant l'accès aux plus hautes responsabilités dans les différents secteurs, un honneur dont l'Algérie victorieuse peut s'enorgueillir. »

Conseil des ministres
Présidence de la République
Monsieur Abdelmadjid Tebboune

RA

217^E SESSION DU CONSEIL DIRECTEUR DE L'UNION INTERPARLEMENTAIRE BOUGHALI PARTICIPE À L'ÉLECTION DU NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UIP

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a pris part, dimanche en Turquie, à la 217^e session du Conseil directeur de l'Union interparlementaire (UIP), au cours de laquelle il a participé à l'opération d'élection d'un nouveau Secrétaire général

de l'Union, indique un communiqué de l'Assemblée. Boughali poursuit ses activités dans le cadre de la dernière journée des travaux de la 152^e Assemblée générale de l'UIP, qui se tient à Istanbul (Turquie), où « il a pris part, dimanche, aux côtés de la délégation parlementaire

conjointe des deux chambres du Parlement, à la 217^e session du Conseil directeur de l'UIP, étant une étape phare des travaux de l'Assemblée générale », précise la même source

RA

HYDROCARBURES/POUR L'EXPLORATION DE 7 NOUVELLES ZONES

LANCEMENT DE L'APPEL À CONCURRENCE "ALGERIA BID ROUND 2026"

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a présidé, dimanche à Alger, la cérémonie de lancement de l'appel à concurrence "Algeria Bid Round 2026", portant sur sept nouvelles zones destinées à l'exploration des hydrocarbures.

La cérémonie de lancement s'est déroulée au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal, en présence de plusieurs membres du gouvernement, dont le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, le ministre des Mines et des Industries minières, le ministre de l'Industrie et le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, ainsi que du Président-directeur général (P-dg) du groupe Sonatrach et de représentants de compagnies énergétiques internationales.

Les zones proposées sont: El Borma II (Ouargla), El M'Zaid Nord (Ouargla), Illizi centre I, Est Bordj Omar Driss I (Illizi), El Hadjira III (Touggourt), Touggourt Sud et El Benoud Est (El Bayadh).

Selon les explications fournies, les phases techniques de cet appel à concurrence débiteront le 1er juin 2026, avec la mise à disposition des documents de l'appel à concurrence et l'organisation de présentations en ligne, suivies de sessions de data room et de clarifications, qui se poursuivront jusqu'au 31 octobre 2026.

L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) a fixé la date du 26 novembre 2026 comme dernier délai pour le dépôt des offres, et pour l'annonce des résultats, en prélude à la signature des contrats d'hydrocarbures avec Sonatrach le 31 janvier 2027.

"Algeria Bid Round" constitue un mécanisme international ouvert, permettant aux compagnies pétrolières et gazières de soumettre leurs offres pour l'obtention de permis d'exploration dans les zones concernées, dans le cadre des efforts visant à renforcer l'investissement dans le secteur des hydrocarbures.

Ces périmètres comprennent nombre de découvertes pétrolières et gazières, ainsi que des gisements et des cibles d'exploration prometteurs, avec des réserves et des ressources prévisionnelles variables. Dans certains sites, celles-ci dépassent des centaines de millions de barils de pétrole, ainsi que des quantités significatives de gaz naturel, selon les données techniques présentées.

Concernant les objectifs des projets, ils reposent essentiellement sur le développement des découvertes existantes, l'amélioration des niveaux de production, ainsi que le renforcement des efforts d'exploration, d'autant plus que ces zones se distinguent par leur proximité des installations de traitement et des réseaux de transport, ce qui est de nature à faciliter les opérations de raccordement et de développement et à réduire les coûts.

Les zones d'exploration et de production ont été proposées selon diverses formules contractuelles, notamment la zone "Illizi centre", proposée dans le cadre d'un contrat de



partage de production, comprenant 10 gisements potentiels d'hydrocarbures. La zone "El M'Zaid Nord" a également été proposée sous forme de contrat de partage de production, avec cinq (5) gisements prometteurs dont les ressources sont estimées à près de 100 millions de barils de pétrole.

La zone "El Borma II", dans le bassin de Berkine, a été proposée également selon la formule de partage de production, compte tenu de la présence de deux (2) gisements pétroliers avérés. Quant à la zone "Est Bordj Omar Driss", dans le bassin d'Illizi, elle a été intégrée dans le cadre d'un contrat de participation, appuyée par des découvertes antérieures de gaz et de pétrole. La zone "Hassi El Hadjira III" a, pour sa part, été proposée dans le cadre d'un contrat de partage de production, bénéficiant d'indicateurs de production confirmés dans les champs avoisinants.

La zone "El Benoud Est", de par sa position stratégique entre des champs en production, ainsi que la zone "Touggourt Sud", revêtant une importance majeure au regard de ses ressources prévisionnelles dépassant 576 millions de barils, ont été proposées dans le cadre de contrats de partage de production.

Ancre la place de l'Algérie en tant que hub énergétique régional

Dans une allocution à l'occasion, M. Arkab a affirmé que le lancement de ce round intervient en parachèvement de "la grande dynamique" ayant marqué le premier round 2024 qui a suscité "un large" intérêt international reflétant la confiance croissante dans le climat d'investissement en

Algérie, et la "volonté claire du président de la République de poursuivre le développement du secteur des hydrocarbures sur des bases modernes consacrant la transparence, l'effica-

cité, le partenariat équilibré et la bonne exploitation des moyens nationaux".

Le lancement de ce round incarne l'attachement de l'Algérie à assurer un climat d'affaires plus clair et attractif permettant d'attirer les investissements et favorable au transfert de la technologie, au renforcement des expertises et à l'élargissement des activités de prospection, de développement et de production dans un contexte international marqué par des transformations géopolitiques et énergétiques effrénées qui ont stimulé le besoin de nouveaux investissements, capables de garantir la pérennité des approvisionnements et de satisfaire les besoins futurs et de renforcer la sécurité énergétique, a-t-il ajouté.

Dans ce contexte, "apparaît le rôle de l'Algérie en tant que destination énergétique fiable qui œuvre à assurer le flux sûr et durable des approvisionnements vers les marchés mondiaux", a indiqué le ministre affirmant que "l'Algérie s'acquitte du rôle de partenaire engagé à assurer des approvisionnements stables et réguliers dans les pires circonstances".

Ainsi, le ministre d'Etat a souligné que "Algeria Bid Round 2026" représente une véritable opportunité pour renforcer la sécurité énergétique mondiale, notant que l'Algérie œuvre à ancrer sa place en tant que "hub énergétique régional", à travers le développement de grands projets structurants, à dimension stratégique, à l'instar du projet du gazoduc transsaharien susceptible d'ouvrir de nouvelles perspectives d'intégration énergétique.

M. Arkab a souligné que l'appel à concurrence de 2026 s'inscrit dans le cadre d'une vision visant à développer l'exploitation des ressources naturelles dont regorge le pays, à travers le recours aux technologies de pointe et l'octroi d'incitations fiscales

et contractuelles comptant parmi les plus compétitives de la région, outre la garantie de la transparence et de l'efficacité des procédures d'attribution des contrats par l'agence "ALNAFT", tout en veillant à ce que le développement des hydrocarbures soit conforme aux normes environnementales modernes.

Dans le même sillage, le ministre d'Etat a affirmé que le gaz naturel "deviendra un élément essentiel du mix énergétique durant la phase de transition", précisant que "des efforts sont déployés pour développer des projets prometteurs dans le domaine de l'hydrogène, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives de partenariat et d'investissement".

Pour sa part, le président de l'agence "ALNAFT", Samir Bakhti, a assuré que les blocs proposés ont été sélectionnés avec rigueur et discipline, qu'ils reposent sur des bassins prouvés, des zones à fort potentiel inexploité et des perspectives de développement tangibles et il s'agit là d'opportunités réelles, documentées et immédiatement exploitables.

"L'Algérie recherche des partenaires capables d'investir, d'innover et de concrétiser. En retour, nous offrons l'accès à des ressources importantes, un environnement stable (...) Nous ne recherchons pas un engagement à court terme, mais des partenariats structurés et de longue durée", a dit le président d'ALNAFT.

"L'Algeria Bid Round 2026 a été conçu pour répondre à ces attentes. Notre objectif est simple et clair : faire de l'Algérie une option crédible et compétitive au sein de vos portefeuilles d'investissement mondiaux et renforcer notre position sur les marchés énergétiques internationaux", a-t-il ajouté.

RE

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

HAUSSE DE 16% AU PREMIER TRIMESTRE DE L'ANNÉE EN COURS

Les exportations algériennes hors hydrocarbures ont enregistré une hausse de 16% au cours du premier trimestre de l'année courante, par rapport à la même période de 2025, indique dimanche un responsable au ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations.

Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, le directeur central au sein du ministère, Abdelatif El Houari a précisé que les exportations hors hydrocarbures connaissent "une évolution croissante et continue", soulignant que les produits algériens ont réussi à accéder à de nouveaux marchés.

Le même responsable a attribué cette performance à plusieurs facteurs, notamment les politiques publiques de soutien à la promotion des exportations, ainsi que l'accompagnement des exportateurs et la prise en charge de leurs préoccupations, contribuant ainsi à renforcer la confiance entre l'administration et les opérateurs économiques.

Il a également évoqué les préparatifs en vue du lancement d'un guichet unique numérique dédié aux exportateurs, qui permettra de simplifier les procédures, de renforcer la transparence et d'accélérer le traitement des dossiers, en plus de faciliter l'obtention des documents

nécessaires dans des délais réduits.

M. El-Houari a, en outre, fait savoir que l'activation de l'organisme algérien des exportations (OAE) est prévue dans les prochains jours, lequel sera chargé d'appuyer l'accès des produits nationaux à de nouveaux marchés internationaux, à travers la réalisation d'études et l'orientation des opérateurs économiques, contribuant ainsi à renforcer la compétitivité des exportations nationales hors hydrocarbures.

RE

JIJEL

UNE CARAVANE MÉDICALE AU SERVICE DES POPULATIONS RURALES

Une caravane médicale multidisciplinaire a été organisée à Jijel au profit des habitants de la commune de Texenna et des zones voisines. Cette initiative a connu une forte participation de citoyens de différents âges, venus bénéficier de consultations médicales gratuites.

Par Hamida Indja

Une caravane médicale a été organisée samedi par l'Établissement public de santé de proximité de Djimla, dans la wilaya de Jijel. Cette action a attiré un grand nombre de citoyens de la commune de Texenna, jeunes et adultes, venus profiter des services médicaux proposés.

Cette initiative a été réalisée en coordination avec l'Établissement public hospitalier de Taher et l'association Kawafil El Kheir. Le



directeur de l'établissement, Mohamed Reda Kasouri, a expliqué que cette organisation conjointe a permis d'assurer le bon déroulement de la caravane.

La caravane a réuni plusieurs spécialités médicales, au nombre de 15. Parmi elles figurent l'ophtalmologie, la dermatologie, la néphrologie, l'urologie, l'ORL, la

pédiatrie, l'orthopédie ainsi que la gynécologie-obstétrique. Cela a permis de répondre aux différents besoins de santé des habitants.

Le principal objectif de cette caravane est d'offrir des soins spécialisés et de qualité aux citoyens, notamment dans les zones rurales où le manque de médecins spécialistes persiste. Elle vise également à rapprocher les services de santé des habitants des mechtas et des régions éloignées.

Le responsable a également indiqué que des consultations ont été assurées au profit des élèves, notamment dans le domaine de l'ophtalmologie, afin de détecter les troubles de la vue chez les enfants.

Enfin, M. Kasouri a précisé qu'un accord a été signé avec l'EPH de Taher pour la prise en charge des patients dont l'état nécessite des interventions chirurgicales, après leur passage au sein de la caravane médicale. Cela permet d'assurer un suivi médical complet des cas nécessitant un traitement plus avancé.

H.I

MÉDÉA

RÉGULARISATION DES CONSTRUCTIONS ANTÉRIEURES À 2008

D'après les informations obtenues dimanche auprès de la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, les commissions de daïras chargées d'étudier les demandes de mise en conformité des bâtiments édités avant 2008 dans la wilaya de Médéa ont déjà examiné plus de 24 mille cas.

Par Ali Boudefel

Sur les 25.290 requêtes déposées auprès des commissions de daïras, 24.404 dossiers ont été concernés par le processus de régularisation des constructions inachevées prévu par la loi 08-15, promulguée en juillet 2008, soit 96 % de l'ensemble des demandes introduites par les citoyens.

Parmi ces 24.404 dossiers traités, 14.364 ont été approuvés, 9.308 refusés, et 732 sont encore à l'étude.

La même source a rappelé que la loi 08-15, qui fixe les critères de conformité et d'achèvement des habitations, a bénéficié de plusieurs prorogations afin de permettre aux propriétaires de constructions

inachevées de se régulariser.

Selon cette loi, la mise en conformité s'applique aux bâtiments dont les travaux étaient terminés ou en cours d'achèvement avant 2008, à condition qu'ils disposent d'un permis de construire.

Sont exclues de cette régularisation les constructions réalisées notamment sur des terrains réservés aux servitudes (pylônes électriques et canalisations de gaz), dans les zones touristiques, sur des sites ou monuments historiques, ainsi que sur des terres agricoles ou forestières.

A.B

CHLEF

HAUSSE DE 28% DE LA PRODUCTION D'HUILE D'OLIVE

Selon les informations obtenues dimanche auprès de la Direction des services agricoles de Chlef, une augmentation de 28% de la production oléicole a été constatée pour la campagne 2025/2026 par rapport à la saison précédente.

Mohamed Amine Mellah, chef du service de l'organisation de la production et de l'appui technique, a précisé que la récolte d'olives a atteint 96.500 quintaux, contre 75.254 quintaux lors de la campagne écoulée, soit une progression de 28%.

Ce volume se divise en 32.166 quintaux destinés à l'olive de table et 64.334 quintaux réservés à la production d'huile, dont le traitement dans six unités de transformation réparties dans la wilaya a donné près de 8.000 hectolitres d'huile, a

ajouté le responsable. Ce dernier a également rappelé que la campagne 2024/2025 avait produit 25.000 quintaux d'olives de table et environ 4.500 hectolitres d'huile extraite de près de 5.000 quintaux.

Il est à souligner que l'olivieraie de la wilaya couvre plus de 6.200 hectares, dont 4.700 hectares en production, avec les variétés principales "Chemlal" et "Sigoise".

Quant à la répartition géographique, la daïra de Boukadir arrive en tête avec 998 hectares, suivie d'Ouled Farès (717 hectares), de Ténès (686 hectares) et de Beni Haoua (593 hectares), selon la même source.

A.B

DJELFA

MISE EN SERVICE D'UNE STATION DE TRAITEMENT DES LIXIVIATS

Le secteur de l'environnement de la wilaya de Djelfa a été dernièrement renforcé par la mise en service d'une station de traitement des lixiviats, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya.

Implantée à proximité du village "Benili", au sud de la commune de Djelfa, cette installation s'inscrit dans le cadre des orientations du ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie, ainsi que des efforts des autorités locales pour la préservation de l'environnement et la valorisation des déchets, selon la même source.

L'entrée en exploitation de cette station a été supervisée par des cadres de la Direction de l'environnement et de l'établissement public de gestion des centres d'enfouissement technique, en présence de représentants de l'entreprise réalisatrice et de l'Agence nationale des déchets, en sa qualité d'organisme délégué à la mise en œuvre du projet des stations de traitement des lixiviats.

Elle est destinée au traitement des lixiviats issus du Centre d'enfouissement technique (CET) et dotée d'une capacité estimée à 80 m3/ jour.

Ce projet vise à instaurer des normes environnementales plus strictes pour un traitement rationnel et écologiquement sûr des déchets, à travers l'épuration des lixiviats issus de leur enfouissement au moyen de technologies modernes, afin de prévenir les risques liés au traitement et de protéger les ressources en eau contre toute pollution éventuelle.

De son côté, l'établissement de gestion des Centres d'enfouissement technique de la wilaya a fait état de sa disponibilité à assurer l'exploitation de cette station conformément aux normes en vigueur, soulignant la formation de ses cadres et techniciens pour en superviser la gestion et l'utilisation des équipements.

A.B

RELIZANE

ACHÈVEMENT D'UN PROJET D'AMÉLIORATION DE L'AEP DANS LA COMMUNE DE SIDI M'HAMED BENOUDA

Le projet visant à améliorer l'approvisionnement en eau potable (AEP) au profit de la commune de Sidi M'hamed Benaouda, située à 15 km à l'ouest de Relizane, a été achevé, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'Hydraulique. Ce projet comprend deux opérations ayant mobilisé une enveloppe financière de plus de 19 millions de dinars, précise la même source, ajoutant qu'il s'inscrit dans le cadre du budget du secteur au titre de l'année 2025. Il porte notamment sur la réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 500 mètres cubes, ainsi que sur la réhabilitation de la station de pompage située dans la zone de Nouafel. Cette infrastructure permet de relier la commune de Sidi M'hamed Benaouda et les douars avoisinants au système Mao.

La mise en service de ce projet permettra d'augmenter les capacités de stockage au niveau de la commune et d'améliorer l'organisation de la distribution de l'eau potable à travers ses différents quartiers, ainsi que dans quatre douars relevant de sa circonscription administrative, souligne-t-on.

Par ailleurs, il est à noter que l'Algérienne des eaux (ADE) de Relizane assure la distribution de plus de 155.000 mètres cubes d'eau potable au profit de plus de 170.000 abonnés à travers les différentes communes de la wilaya, selon les statistiques de l'entreprise.

R.R

COMMERCE DE L'OIGNON

LE NIGERIA ET LE GHANA APLANISSENT LEURS DIFFÉRENDS

Aliyu Maitasamu Isah, à la tête de l'Association nigérienne des producteurs, transformateurs et distributeurs d'oignons (NOPPM), a révélé que les exportations de bulbes entre le Nigeria et le Ghana ont totalement repris.

Par Nawal Bordji

Courant avril, son organisation avait interrompu les livraisons vers le Ghana en raison de litiges avec des groupements de négociants, qui réclamaient que les quantités réservées à l'Association des vendeurs d'oignons d'Accra leur soient redirigées. Devant les remontées des opérateurs nigériens, désireux de choisir librement leurs partenaires, la tension a grimpé après la saisie de quinze de leurs camions sur le marché de Kotoku, à Accra. En riposte, la NOPPM a imposé un arrêt des expéditions vers l'ex-Gold Coast, conditionnant leur reprise à la restitution des cargaisons confisquées. « Avec la crise, le Haut-Commissaire du Nigeria au Ghana et le ministre ghanéen du Commerce sont intervenus. Ils se sont rencontrés et ont rappelé aux syndicats locaux qu'il existe des normes encadrant le commerce international – des règles de l'OMC à la ZLECAf, en passant par la CEDEAO. On ne peut pas inventer ses propres règles et ignorer ces cadres. Le ministre ghanéen du Commerce a finalement ordonné de décharger et de restituer les oignons nigériens. Ce fut fait, et les échanges ont repris. Ce différend sur l'oignon entre le Nigeria et le Ghana est désormais réglé », a expliqué le responsable. « Nos relations avec le Ghana ont toujours été excellentes »

Bien que cet incident souligne les



obstacles au commerce intra-régional des denrées agricoles, il convient de le considérer comme un mauvais souvenir, selon le dirigeant. « Nous avons toujours eu d'excellentes relations avec le Ghana. Nous commerçons avec eux depuis 30 à 40 ans sans problème majeur, jusqu'à cet épisode. Heureusement, les autorités ghanéennes ont pris des mesures louables pour rétablir une coexistence paisible entre tous les acteurs venant faire des affaires dans le pays », se félicite-t-il. Le Ghana, importateur net d'oignons pour répondre à une demande croissante dans ses grands centres urbains comme Accra, Kumasi et Takoradi,

constitue un débouché clé pour les fournisseurs régionaux, dont le Nigeria, deuxième producteur ouest-africain derrière le Niger. « Le Ghana est extrêmement important pour nous. C'est l'un des plus grands marchés pour les oignons nigériens en Afrique de l'Ouest, probablement le premier ou le deuxième après la Côte d'Ivoire. L'année dernière, près de 220 000 tonnes d'oignons ont été exportées du Nigeria vers la sous-région ouest-africaine, dont environ 100 000 tonnes vers le seul Ghana », a précisé M. Isah. Il estime que cette crise servira à mieux formaliser les échanges, avec une traçabilité renforcée et une coopération bilatérale consolidée dans la filière. «

La majeure partie de nos échanges avec le Ghana reste informelle et mal comptabilisée. Certaines études montrent que ce commerce informel entre le Ghana et d'autres pays africains, y compris le Nigeria, est bien plus élevé que ce qu'indiquent les chiffres officiels. De meilleures données permettraient à chacun de mesurer la profondeur réelle de cette relation. Ce différend pourrait même nous aider à formaliser davantage ces échanges, à mieux documenter les flux et à renforcer nos liens avec nos partenaires ghanéens », a-t-il ajouté.

N.B

ASSURANCE GABONAISE
FIN D'UNE EMBELLIE ÉPHÉMÈRE

Au quatrième trimestre 2025, le secteur de l'assurance au Gabon a vu son chiffre d'affaires diminuer de 5,8 %, selon les données publiées par la Direction générale de l'économie et de la politique fiscale (DGEFP). Cette contre-performance interrompt la tendance haussière observée durant les deux trimestres antérieurs, lesquels avaient affiché des progressions respectives de 72,3 % (deuxième trimestre) et de 29 % (troisième trimestre).

Ce repli s'explique en grande partie par l'absence de reconduction de nombreuses polices d'assurance en fin d'année. Une fraction non négligeable des clients a choisi de ne pas renouveler ses contrats, ce qui a mécaniquement réduit les revenus des compagnies. À cela s'ajoutent, d'après le ministère en charge de l'Économie, « un recul des investissements publics, une forte concurrence tarifaire et une baisse des souscriptions ». Autant de facteurs qui ont fragilisé la performance globale du marché.

La branche vie apparaît comme le principal foyer de fragilité. Son chiffre d'affaires trimestriel s'est effondré de 67 %, une chute brutale qui explique l'essentiel de la mauvaise orientation du secteur. La DGEFP précise que « cette dégradation de la branche est due à la baisse de la demande pour les produits d'assurance vie, au non-renouvellement de certains contrats et à la réduction des primes ». En comparaison annuelle, la branche vie accuse un ralentissement de 0,6 %, signe d'une érosion lente mais réelle de son activité.

En revanche, le segment non-vie affiche une santé florissante, avec une croissance de 18,6 %. Ce dynamisme est porté par trois moteurs principaux : l'assurance automobile, dont les souscriptions bondissent de 58,8 % ; la santé, en hausse de 65,2 % ; et les transports, qui progressent de 33 %. Ces chiffres montrent que si les Gabonais se détournent des produits d'épargne et de prévoyance liés à la vie, ils restent très

demandeurs de couvertures pour les risques du quotidien et professionnels.

Malgré la contraction du chiffre d'affaires global, les intermédiaires d'assurance ont conservé un rythme d'activité soutenu. Les commissions qu'ils ont perçues ont même augmenté de 24,8 % sur le trimestre, signe que la distribution reste active et rémunératrice, même en période de moindre collecte. Cette résilience des intermédiaires contraste avec la morosité ambiante et suggère une adaptation des circuits commerciaux aux nouvelles réalités du marché.

Au-delà des fluctuations conjoncturelles, le marché gabonais de l'assurance souffre d'un défaut structurel persistant : un taux de pénétration extrêmement faible. Moins de 2 % de la population bénéficie d'une couverture assurantielle. Ce chiffre, très en deçà des moyennes régionales, révèle l'ampleur du chemin à parcourir. Plusieurs obstacles expliquent cette situation : un manque d'information et de culture assurantielle, des coûts perçus comme prohibitifs par une large frange de la population, et surtout une offre technique et commerciale qui peine à s'adapter aux besoins réels des ménages et des petites entreprises.

Ainsi, derrière la volatilité trimestrielle des indicateurs, se dessine un enjeu de fond : comment rendre l'assurance accessible, compréhensible et désirable pour une majorité de Gabonais ? La réponse à cette question conditionnera la capacité du secteur à transformer un rebond ponctuel en croissance durable. Pour l'heure, la branche non-vie joue le rôle de locomotive, tandis que la branche vie cherche encore un second souffle. Les pouvoirs publics et les acteurs du marché sont désormais invités à tirer les leçons de ce trimestre contrasté, afin de construire une offre plus résiliente, plus inclusive et mieux adaptée aux réalités économiques et sociales du pays.

N.B

STOCKAGE DE CARBURANT
L'AFRIQUE DU SUD
SOLLICITE UNE
ENTREPRISE SUISSE

Depuis qu'il a acquis la totalité de Vivo Energy en 2022, le négociant suisse Vitol s'est imposé comme un fournisseur majeur de l'Afrique du Sud dans le domaine énergétique. Sa filiale locale, Vivo Energy, a dévoilé récemment, lors de la conférence sur l'investissement en Afrique du Sud, son intention d'injecter 130 millions de dollars afin d'accroître les infrastructures de stockage de carburants à Durban. Cette annonce a été faite par George Roberts, le PDG de l'entreprise. Concrètement, ces fonds serviront à transformer d'anciens réservoirs issus d'activités de raffinage en volumes de stockage exploitables. Ces installations, situées dans ce port stratégique, pourront contenir divers produits pétroliers comme le diesel, l'essence ou le kérosène pour l'aviation. M. Roberts a précisé que l'objectif est de doubler la capacité actuelle pour atteindre 500 000 m³ au total. La mise en route est prévue entre le troisième trimestre 2026 et le troisième trimestre 2027, ce qui permettra « d'augmenter les niveaux de stocks dans le pays », offrant ainsi une réserve supplémentaire de 20 à 25 jours en cas de crise d'approvisionnement. Ce projet implique aussi la remise en état d'un terminal de réception de produits pétroliers à Island View.

Vivo Energy, détenue entièrement par Vitol, gère plus de 4 000 stations-service à travers l'Afrique. Elle distribue les marques Shell (hors Afrique du Sud) et Engen sur le marché sud-africain. La firme renforce peu à peu ses réseaux logistiques sur le continent, avec des investissements dans des dépôts en Ouganda, Tanzanie et Mozambique, ainsi que des chantiers en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Maroc. Durban occupe une place centrale dans cette stratégie. Selon un article de Bloomberg du 14 avril, le secteur d'Island View est l'un des premiers pôles pétrochimiques du pays. Vitol et Vivo Energy y multiplient les projets, tandis que d'autres infrastructures énergétiques, notamment dans le gaz, y sont également en cours de développement.

N.B

ESPAGNE/SONDAGE

PLUS DE 60% DES ESPAGNOLS VOIENT LE MAROC COMME UNE MENACE

Selon un sondage réalisé par SocioMetrica, plus de six Espagnols sur dix estiment que l'Espagne devrait prendre ses distances avec le Maroc, perçu comme une menace importante.

Par Karim-Akli Daoudi

Publiée dimanche dans le journal + El Espanol +, cette étude révèle que 61,4 % des personnes interrogées, appelées à se prononcer sur la politique extérieure de leur pays, se disent favorables à un éloignement vis-à-vis du régime marocain. Par ailleurs, 57,6 % des sondés considèrent que le Maroc représente un danger pour la sécurité nationale. Cette perception est également largement partagée au sein des électeurs politiques : 52 % des sympathisants du PSOE, 97,3 % de ceux du Parti populaire et 92,2 % des partisans de Vox jugent que l'Espagne devrait se distancier du Maroc, précise l'enquête SocioMetrica.

Le Maroc est perçu comme une source majeure de préoccupations en matière de sécurité au niveau de la frontière sud espagnole, notamment en raison de son statut de premier producteur mondial de haschisch et de principal fournisseur du marché européen.

Dans le cadre de la lutte contre les stu-



péfiants en provenance du Maroc, la police espagnole a mis au jour, le 31 mars 2026, un vaste tunnel souterrain à plusieurs niveaux, équipé de rails et de wagonnets destinés au transport de cargaisons de haschisch entre les deux pays, à Ceuta, d'après le ministère espagnol de l'Intérieur. Par ailleurs, la Garde civile espagnole dé-

mantèle régulièrement des réseaux criminels impliqués dans le trafic de drogue et d'êtres humains entre le Maroc et l'Andalousie, saisissant fréquemment des embarcations rapides et d'importantes quantités de haschisch.

KAD

CISJORDANIE ET EL-QODS OCCUPÉES PLUS DE 23.000 ARRESTATIONS DEPUIS LE DÉBUT DE L'AGRESSION SIONISTE

Plus de 23.000 Palestiniens ont été arrêtés en Cisjordanie et à El-Qods occupées, dont 1800 enfants, depuis le début de l'agression sioniste contre Ghaza, a annoncé dimanche le Club des prisonniers palestiniens. Dans un rapport publié à ce sujet, l'organisation explique que ces données incluent toutes les personnes arrêtées par les forces d'occupation ou libérées ultérieurement, y compris celles arrêtées à leur domicile ou à des points de contrôle militaires, celles qui ont été contraintes de se rendre sous la pression ou celles qui ont été prises en otage. Le nombre d'arrestations de femmes a dépassé les 700. Le nombre de journalistes arrêtés a dépassé 240, dont 43 restent encore en détention, souligne le rapport. Les campagnes d'arrestations s'accompagnent d'une

escalade des violations, notamment la torture et les passages à tabac sévères, les menaces contre les détenus et leurs familles, ainsi que le sabotage et la destruction généralisés des habitations des citoyens, la confiscation de véhicules, d'argent et de bijoux, et la destruction généralisée des infrastructures, en particulier dans les camps de Tul-karm et de Jenine, précise le rapport. Outre les campagnes d'arrestation, les forces d'occupation procèdent également à des exécutions sommaires qui ciblent parfois des membres des familles des détenus, tout en intensifiant les enquêtes de terrain qui ont touché des milliers de personnes dans divers gouvernorats de Cisjordanie, ainsi que dans la bande de Ghaza.

RI

ROYAUME-UNI 75 PARLEMENTAIRES SIGNENT UN MÉMORANDUM EXIGEANT DES SANCTIONS CONTRE L'ENTITÉ SIONISTE

Soixante-quinze (75) membres du Parlement britannique ont signé un mémorandum parlementaire urgent (EDM 2822), appelant leur gouvernement à prendre des mesures punitives dissuasives contre les autorités d'occupation sionistes, en réponse aux projets d'annexion de terres en Cisjordanie occupée et à l'escalade des violations du droit international.

Le mémorandum, soumis par le député Richard Burgon, a fermement condamné la décision du gouvernement d'occupation prise en février dernier de "légitimer" la saisie des terres palestiniennes en Cisjordanie, décrivant ce plan comme un acte illégal visant à piller davantage de terres palestiniennes, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa.

Les parlementaires ont fondé leur mémorandum sur l'Avis consultatif émis par la Cour internationale de justice (CIJ) en juillet 2024, soulignant que la présence de l'occupation dans les territoires palestiniens est illégale et doit prendre fin immédiatement.

Le mémorandum souligne la nécessité pour le Royaume-Uni de respecter ses obligations internationales en cessant d'apporter tout soutien qui contribue à la poursuite de l'occupation. Le gouvernement britannique a été appelé à interdire le commerce et l'investissement dans les biens et services produits dans les colonies établies sur les territoires occupés, à imposer des sanctions ciblées, y compris des interdictions de voyager et un gel des avoirs contre les individus et les entités complices de la perpétuation de l'occupation, suspendre immédiatement l'accord commercial entre le Royaume-Uni et l'entité sioniste, et imposer un embargo complet sur les armes.

RI

RDC ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE GROUPE M23 POUR FACILITER L'AIDE ET LIBÉRER LES PRISONNIERS

La République démocratique du Congo et le groupe armé M23 ont conclu un accord permettant l'acheminement de l'aide humanitaire à l'est du pays, ravagé par 30 ans de conflit et la libération des prisonniers dans un délai de 10 jours, selon un communiqué conjoint publié dimanche à l'issue de pourparlers en Suisse. "Le gouvernement de la RDC et l'AFC/M23 ont convenu de l'importance cruciale d'assurer une aide humanitaire vitale à la population de l'est de la RDC", écrivent les deux parties dans le communiqué. La RDC et le Rwanda ont entériné en décembre un accord de paix sous l'égide des Etats-Unis, qui n'a pas mis fin aux combats. Des pourparlers, avec le Qatar comme intermédiaire, se sont tenus du 13 au 17 avril dans la ville de Montreux, en Suisse. Ils "ont convenu de respecter l'ensemble des obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et du droit international des réfugiés", poursuit le document. Les parties ont accepté de "s'abstenir de toute action qui compromettrait la fourniture d'une aide humanitaire délivrée sur la base des principes humanitaires dans les territoires affectés par le conflit", et ont également convenu de "procéder, dans un délai de 10 jours, à la libération de prisonniers" afin de "continuer à renforcer la confiance", indique aussi le communiqué.

Un protocole d'accord a également été signé, qui met en œuvre des mécanismes de vérification du cessez-le-feu.

Les pourparlers de Montreux ont réuni des représentants du gouvernement de la RDC et du M23, ainsi que de son bras politique, l'Alliance Fleuve Congo (AFC).

Étaient aussi présents des représentants du Qatar, des Etats-Unis, de la Suisse, de la Commission de l'Union africaine (UA) et du Togo, en tant que médiateur de l'UA.

Depuis la fin de l'année 2021, le M23 s'est emparé de vastes pans de territoire dans l'est du pays riche en ressources et en paroi à des conflits depuis plus de 30 ans.

RI

LIBAN UNE ONG APPELLE À UNE TRÊVE DURABLE ET À LA FIN DE L'IMPUNITÉ DES SIONISTES

L'organisation non gouvernementale Oxfam International réclame l'instauration d'« un cessez-le-feu complet, sans condition et durable » au Liban, mettant en avant l'urgence de mettre fin à l'impunité dont jouit l'entité sioniste.

Dans un communiqué diffusé samedi, l'ONG a insisté sur le fait que « le Liban a besoin d'une trêve totale, inconditionnelle et permanente à laquelle toutes les parties souscrivent ».

Jeudi, la présidence de la République libanaise avait annoncé la mise en place d'un accord de cessez-le-feu valable pour une période de dix jours. Pour cette organisation humanitaire, « une fois encore, cette annonce intervient beaucoup trop tard pour les milliers de personnes tuées ou blessées par (l'entité sioniste), pour les familles endeuillées, ainsi que pour les millions d'individus dont les habitations, les moyens de subsistance et les communautés ont été délibérément anéantis ». Néanmoins, si Oxfam considère cette trêve de dix jours comme « absolument indispensable », elle estime qu'elle « doit rapidement déboucher sur un cessez-le-feu permanent et sans condition afin de mettre fin aux massacres et aux déplacements forcés de populations civiles ».

L'organisation appelle également à « un cessez-le-feu mettant fin à l'occupation (sioniste) au Liban et assurant le retrait immédiat de toutes les forces (sionistes) ».

Dans ce cadre, l'ONG met en avant l'impératif de garantir l'acheminement de l'aide humanitaire vers les populations « sans aucun obstacle », tout en réclamant des « réparations » pour permettre aux habitants de regagner leurs foyers et de reconstruire leur existence dans la dignité. Elle souligne par ailleurs que « les grandes puissances doivent tirer les enseignements de cette situation et mettre un terme à des décennies d'impunité dont bénéficie (l'entité sioniste) en dépit de ses violations du droit international ».

Selon Oxfam, l'effondrement des systèmes et de l'ordre mondial, combiné au soutien et à l'encouragement du génocide perpétré par l'entité sioniste à Ghaza, « ont rendu possible cette escalade désastreuse, mais inévitable, aux conséquences catastrophiques pour des millions de personnes ».

KAD

SCIENCE ET INNOVATION

SOUK AHRAS, BERCEAU DU SAVOIR, ACCUEILLE LA SEMAINE SCIENTIFIQUE NATIONALE

La semaine scientifique de l'Académie algérienne des sciences et des technologies (AAST) a été lancée samedi dernier à l'université Mohamed-Cherif Messaâdia. Placée dans le cadre des célébrations de Youm El Ilm, cette manifestation réunit chercheurs, enseignants et étudiants autour d'un programme visant à promouvoir la recherche, l'innovation et l'ouverture académique, tout en valorisant l'héritage intellectuel et scientifique de la région.

Par Yakout Abina

La deuxième édition de la semaine scientifique de l'Académie algérienne des sciences et des technologies (AAST) a été officiellement lancée avant-hier à l'université Mohamed-Cherif Messaâdia. L'événement a réuni étudiants, chercheurs et professeurs autour d'un programme dédié à la promotion de la recherche et de l'innovation. Placée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, cette manifestation a été organisée dans le cadre des célébrations de Youm El Ilm (Journée du savoir). Dans son allocution inaugurale, le Pr Mohamed-Hichem Kara, président de l'AAST, a rappelé que le choix de cette ville pour le lancement de la manifestation est « porteur de significations historiques profondes », soulignant que l'antique Thagaste est, depuis les temps anciens, un berceau de la science. Le président de l'Académie a également évoqué l'héritage



intellectuel de la région en mettant en lumière les contributions de l'université numide de Madaure, dont les vestiges subsistent près de M'daourouch. Ce haut lieu de savoir a formé de grands scientifiques et philosophes, parmi lesquels saint Augustin, dont l'influence philosophique et spirituelle continue de marquer les générations jusqu'à aujourd'hui. Le Pr Kara a ajouté que cette initiative scientifique s'inscrit dans une démarche stratégique visant à consolider la place de l'Algérie dans le domaine de la recherche et du développement. Il a également mis en avant l'importance de favoriser l'échange et l'expertise. « L'espace qui nous réunit rassemble des élites et des compé-

tences, constituant une opportunité de contacts entre les différents acteurs et soutenant ainsi la dynamique scientifique nationale », a-t-il déclaré. S'exprimant au nom du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, le Pr Toufik Hammoum a abordé l'évolution qualitative du secteur qui compte désormais 117 établissements universitaires répartis entre universités, centres universitaires et grandes écoles. À cela s'ajoutent 54 établissements d'enseignement relevant d'autres ministères et 24 établissements privés, tous placés sous la tutelle pédagogique du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

scientifique. Le système accueille aujourd'hui près de 1,8 million d'étudiants, a-t-il précisé, soulignant par ailleurs les progrès notables enregistrés dans le domaine de la recherche scientifique.

La directrice de l'université Mohamed-Cherif Messaâdia, le Pr Noura Moussa, a souligné que l'accueil de cette semaine scientifique par l'université Mohamed-Cherif Messaâdia traduit l'ouverture de l'institution aux activités académiques nationales et internationales. Elle a estimé que cette manifestation représente une véritable opportunité pour les étudiants de se familiariser avec des expériences académiques et de recherche de pointe, et de renforcer leur esprit d'initiative et de créativité, en cohérence avec les orientations de l'université visant à promouvoir la recherche scientifique au service de la société.

Au programme de cette semaine figurent des sessions scientifiques, des ateliers de travail et des expositions consacrées à l'innovation et à l'entrepreneuriat. Étudiants et chercheurs y ont présenté leurs projets dans les domaines des sciences et des technologies, tandis que des conférences ont mis en lumière l'histoire et le patrimoine de la région de Souk Ahras, ainsi que le rôle de la recherche scientifique dans la préservation et la promotion du patrimoine culturel. Cette manifestation se poursuivra dans les prochains jours avec des activités similaires prévues dans les wilayas de Constantine, Mascara, Tindouf et Alger.

Y.A

SELON UNE « ÉTUDE SCIENTIFIQUE »

QUINZE JOURS SANS INTERNET MOBILE, SERAIT BÉNÉFIQUE POUR LA SANTÉ !

Par Saïd Slimane

Une expérience scientifique récente a produit un résultat stupéfiant : des adultes ayant volontairement renoncé à l'internet mobile pendant une quinzaine de jours ont vu leurs capacités cognitives regagner l'équivalent de dix ans de vieillissement. Cette découverte, publiée dans la revue PNAS Nexus, bouleverse notre compréhension des effets du numérique sur le cerveau humain. L'enquête a porté sur 467 personnes, âgées en moyenne de trente-deux ans. Les chercheurs leur ont imposé une coupure de quatorze jours consécutifs : plus de navigation, plus d'applications, plus de connexion permanente. Seules les fonctions téléphoniques essentielles, c'est-à-dire les appels vocaux et les messages textes, étaient conservées. Pour garantir la réussite du protocole, une application dénommée Freedom a été installée afin de verrouiller tout accès à la toile mobile. Ainsi délesté de ses attributs modernes, l'appareil s'est trouvé ramené à sa fonction première, celle d'un simple outil de communication.

Les conséquences sur les comportements ont été immédiates et spectaculaires. Avant l'expérience, les participants consacraient en moyenne 314 minutes par jour à leur écran. À l'issue des deux semaines, ce temps avait chuté à 161 minutes. Mais le plus remarquable concerne les bénéfices psychiques et attentionnels. Les chercheurs ont observé une nette amélioration de la concentration soutenue, de l'état mental général et du sentiment de bien-être intérieur. La progression dans le domaine de l'attention équivaut précisément à l'inverse du déclin habituellement constaté sur une période de dix années de vieillissement normal.

Un autre enseignement, encore plus frappant, touche à l'humeur dépressive. L'ampleur des progrès enregistrés sur ce plan dépasse celle obtenue par les médicaments antidépres-

seurs courants et se rapproche de l'efficacité d'une thérapie cognitivo-comportementale menée en bonne et due forme. Détail troublant : même les personnes qui ont cédé à la tentation en cours de route, en allumant leur connexion avant la fin des quatorze jours, ont tout de même tiré des avantages notables de l'expérience. Mieux encore, dans les témoignages recueillis après l'étude, les effets positifs continuaient à se faire sentir bien au-delà de la période imposée.

Cette recherche n'est pas isolée. Une autre étude, conduite celle-ci par l'université de Harvard et publiée dans le JAMA Network Open, parvient à des conclusions convergentes. Menée sur quatre cents personnes pendant une semaine de réduction contrôlée de l'usage du téléphone intelligent, elle a mesuré une baisse de l'anxiété de 16,1 pour cent, une diminution des symptômes dépressifs de 24,8 pour cent, et un recul des troubles du sommeil de 14,5 pour cent. Par ailleurs, un vaste travail coordonné par le chercheur Steven Rathje est actuellement en cours. Il rassemble huit mille participants répartis dans vingt-trois pays et vise à confirmer ces tendances à une échelle mondiale.

Les scientifiques tiennent toutefois à apporter une nuance essentielle. Tous les écrans ne se valent pas. L'ordinateur, par exemple, s'avère bien moins nocif pour l'attention que le téléphone. La raison tient à la nature même de l'usage que nous faisons de ce dernier : un comportement compulsif, presque réflexe, qui vient grignoter en silence tous les moments de la vie quotidienne, qu'il s'agisse d'une simple promenade ou d'un dîner partagé. Le téléphone n'est pas un outil que l'on consulte, mais une habitude qui nous consomme.

Cette réalité scientifique rejoint une évolution déjà visible sur le marché. Les téléphones dits « simples » ou « stupides », dépourvus de toute connexion internet et cantonnés aux appels et aux messages, connaissent un regain d'intérêt spectaculaire, en particulier auprès de la géné-

ration Z. Un mouvement baptisé « Analog 2026 » revendique ouvertement des appareils qui ne savent presque rien faire. Le marché mondial de ces téléphones minimalistes dépassait déjà les dix milliards de dollars en 2024, porté par les ventes de modèles Nokia et d'autres marques proposant des équipements basiques. De jeunes constructeurs, comme la société Light Phone, ont même fait de cette philosophie leur unique fonds de commerce.

Face à ce constat, les dispositifs logiciels intégrés aux systèmes d'exploitation traditionnels apparaissent bien dérisoires. La « limite de temps d'écran » d'iOS ou le « Bien-être numérique » d'Android permettent certes de fixer des plafonds par application. Mais la plupart des utilisateurs les contournent en quelques secondes, dès que la pression exercée par un réseau social devient trop forte. L'étude récente donne une mesure chiffrée à cet aveu d'échec généralisé : seule une coupure radicale, totale, produit des effets profonds et durables.

D'autres constructeurs ont choisi une voie médiane. Ils remplacent les écrans OLED d'une fluidité parfaite par la technologie dite « à encre électronique », la même que celle utilisée par les liseuses Kindle ou Kobo, tout en conservant le système d'exploitation Android. C'est le cas, par exemple, des modèles Bigme Hbreak et Minimal Phone. L'avantage est double : l'utilisateur ne souffre d'aucune frustration concernant les applications essentielles comme les services bancaires, le messenger WhatsApp ou le GPS ; en revanche, la lenteur du rafraîchissement de l'écran rend quasiment impossible le défilement compulsif et toutes ces petites pertes de temps insidieuses. L'appareil n'est tout simplement pas conçu pour cet usage, contrairement aux technologies ultra-rapides comme le Pro Motion que l'on trouve sur les téléphones les plus récents. Ainsi, c'est le matériel lui-même qui protège l'utilisateur contre ses propres pulsions.

S.S

FAUNE AQUATIQUE

CONNAISSEZ-VOUS LE POISSON GRIMPEUR DU CONGO ?

Dans le sud-est de la République Démocratique du Congo, des chercheurs ont confirmé l'existence d'un poisson capable d'escalader les chutes de la rivière Luvilombo. Documentée récemment, cette espèce unique intrigue la communauté scientifique et soulève des enjeux de protection environnementale. Entre fascination biologique et menaces humaines, l'histoire de ce poisson grimpeur illustre les défis de la biodiversité africaine.

Par Chaimaa Sadou

Dans la province du Katanga, au sud-est de la RDC, une découverte étonne : un poisson grimpe le long des chutes de la rivière Luvilombo. Elle suscite autant d'émerveillement que d'inquiétude. Baptisé Parakneriathysi, ou « Kalumbu » en langue locale — un mot qui signifie « coller » — ce petit poisson d'environ cinq centimètres défie les lois de la nature en escaladant les parois verticales des chutes lors des grandes crues. L'étude, publiée en avril 2026 dans la revue scientifique internationale reconnue Scientific Reports, confirme une observation faite pour la première fois en 2009 par le biologiste congolais Auguste Chocha Manda. C'est l'un de ses disciples, Pacifique KiwileMutambala, chercheur à l'université de Lubumbashi, qui a repris ces travaux entre 2018 et 2020. Le phénomène est spectaculaire : grâce à ses nageoires pectorales et pelviennes, le poisson se propulse contre la paroi humide en ondulant son corps. Cette migration n'est pas un simple exercice de force. Elle constitue une stratégie de survie. En atteignant des zones en amont, inaccessibles à d'autres espèces aquatiques, le poisson échappe aux prédateurs qui prolifèrent pendant la saison des pluies et trouve de nouvelles ressources alimentaires.

Pour les scientifiques, cette découverte est une avancée majeure.



Elle révèle une capacité d'adaptation exceptionnelle dans un environnement hostile. Emmanuel Vreven, ichtyologue au South African Institute for Aquatic Biodiversity, précise que seuls les individus de petite taille réussissent cette ascension. Les individus de grande taille, trop lourds, restent bloqués en aval", explique-t-il. Cette particularité interroge les chercheurs sur l'évolution et le mode de reproduction de l'espèce, encore largement méconnus.

Mais l'émerveillement scientifique se heurte à une réalité préoccupante. Le Parakneriathysi est menacé par la surpêche, notamment l'usage illégal de moustiquaires pour capturer les poissons, une pratique pourtant interdite par la législation congolaise. À cela s'ajoute la dérivation des cours d'eau pour l'irrigation agricole, qui assèche parfois complètement la rivière en saison sèche. Les chercheurs redoutent aussi qu'un projet de barrage hydroélectrique vienne bouleverser l'écosystème fragile des chutes de Luvilombo.

Cette situation met en lumière un enjeu plus large : la préservation de la biodiversité face aux pressions humaines. Les chutes de Luvilombo, situées entre deux grandes aires protégées, pourraient bénéficier d'un statut de reconnaissance officielle afin de garantir la survie de ce poisson unique. Les scientifiques plaident pour une protection urgente, car beaucoup d'aspects de son mode de vie restent inconnus : alimentation, reproduction, différenciation des sexes. Au-delà de l'intérêt biologique, cette découverte rappelle l'importance de l'équilibre entre nature et société. La survie d'espèces comme le Parakneriathysi dépend directement de la gestion responsable des ressources naturelles. Elle illustre aussi la nécessité d'une alimentation saine et équilibrée pour les populations humaines, notamment les écoliers. Car tout comme ce poisson cherche à coloniser de nouveaux espaces pour accéder à des ressources vitales, les enfants ont besoin d'une nutrition adéquate pour assimiler les cours.

Une mauvaise alimentation fragilise leur apprentissage, tout comme la destruction des habitats fragilise la survie des espèces.

Ainsi, la découverte du poisson grimpeur du Congo dépasse le cadre scientifique. Elle devient un symbole de résilience et d'adaptation, mais aussi un avertissement. La biodiversité, tout comme l'éducation, repose sur des bases solides : protéger les écosystèmes et garantir une alimentation équilibrée sont deux conditions essentielles pour bâtir un avenir durable.

Le Parakneriathysi, petit poisson capable d'escalader les chutes de la rivière Luvilombo, incarne à la fois la richesse et la fragilité de la biodiversité congolaise. Sa survie dépendra de la capacité des hommes à concilier développement et protection de la nature. Comme un enfant a besoin d'une alimentation équilibrée pour grandir, ce poisson a besoin d'une rivière protégée pour survivre. Deux fragilités, une même urgence : préserver les équilibres.

C.S

POLLUTION MINIÈRE LOCALE

LES FEMMES PREMIÈRES VICTIMES

Dans la préfecture de Blitta, au Togo, l'orpaillage artisanal expose les populations à des risques environnementaux et sanitaires persistants. Une géologue s'engage sur le terrain pour alerter, comprendre et agir. Son travail met en lumière une pollution diffuse qui affecte en priorité les femmes et les enfants. Entre sensibilisation et solutions locales, une réponse communautaire se construit face à l'urgence.

À AssoumaKondji, le paysage est marqué par des puits ouverts et des eaux stagnantes. Situé à environ 250 kilomètres de Lomé, ce site d'orpaillage artisanal présente des terres retournées et des bassins troublés par l'activité minière. Ici, l'extraction de l'or dépasse la seule dimension économique : elle représente un défi environnemental majeur qui fragilise les ressources vitales des communautés. Au cœur de cette réalité, la Dre Rosine AtafeinamAbalo, géologue chevronnée et présidente de l'AFEMET, mène un combat essentiel pour concilier exploitation minière et préservation de la nature.

L'enjeu environnemental est ici une réalité quotidienne et préoccupante. Les méthodes d'extraction artisanales, bien que rudimentaires, génèrent une pollution diffuse mais persistante. Le lavage systématique du minerai sature les points d'eau de boues, de poussières et de particules de sol, dégradant la qualité des points d'eau. Cette dégradation ne s'arrête pas à la surface. Comme le confirme le professeur Ibrahim Tchakala de l'université de Lomé, les excavations atteignent souvent la nappe phréatique, polluant durablement

les réserves souterraines. Pour les experts, cette turbidité excessive de l'eau est le signal d'un écosystème en péril qui nécessite une intervention urgente et adaptée.

Au premier rang des victimes de cette dégradation se trouvent les femmes. Des actrices essentielles de l'orpaillage artisanal, elles passent des journées entières en contact direct avec ces eaux contaminées pour le tri et le lavage. Cette immersion prolongée dans un milieu dégradé les expose à des risques sanitaires importants : maladies cutanées, infections parasitaires comme l'ascaridiose ou le ver de Guinée. Plus préoccupant encore, la proximité entre les zones de travail et les lieux de vie expose les enfants, qui jouent souvent pieds nus dans les résidus miniers et les eaux stagnantes. Certaines mères ont signalé des cas d'enfants infectés, pris en charge simplement par l'association AFEMET avec des traitements antiparasitaires de base.

Face à ce constat alarmant, la Dre Abalo a choisi de transformer les données scientifiques en outils de sensibilisation accessibles à tous. Son approche consiste à expliquer, avec des mots simples, comment la poussière du concassage se dépose sur les zones de vie et comment une meilleure gestion des eaux usées peut sauver des vies. Elle prône des pratiques plus responsables, comme l'organisation collective pour limiter l'exposition des enfants. Sur le site d'AssoumaKondji, les femmes ont ainsi aménagé sous les arbres un espace de garde où elles se relaient pour surveiller les plus petits pendant que

les mères travaillent, réduisant ainsi les risques quotidiens pour les jeunes enfants.

Cette initiative est largement saluée par la communauté scientifique et les experts du secteur. Pour BangourouTchable, docteur en chimie à l'université de Kara, le travail de terrain réalisé à Blitta est un modèle à suivre pour une gestion environnementale durable dans les zones d'orpaillage. Contrairement à d'autres régions d'Afrique de l'Ouest, les puits creusés ici ne dépassent généralement pas deux ou trois mètres de profondeur, ce qui limite les risques d'effondrement grave. Mais des incidents isolés, comme des enfants tombés dans des trous, rappellent la vigilance nécessaire de tous les acteurs présents sur le site. Au-delà de l'observation, l'objectif est de structurer les artisans en groupements responsables, capables de restaurer les sites après exploitation et de revégétaliser les terres dégradées. La géologie, loin d'être une science abstraite, devient ici un levier concret pour restaurer la dignité des travailleurs tout en protégeant le patrimoine naturel du Togo.

L'expérience de Blitta le montre clairement : l'orpaillage artisanal ne peut ignorer son coût environnemental et sanitaire. L'action de Dr Abalo montre qu'une approche scientifique et communautaire réduit les risques. Reste à généraliser ces pratiques pour protéger les femmes, les enfants et les eaux souterraines du Togo. À Blitta, protéger l'environnement, c'est protéger la santé et l'avenir des femmes et des enfants.

C.S

CLASSEMENT DU KSAR DE SFISSIFA DE NÂAMA

UN HÉRITAGE HISTORIQUE ET ARCHITECTURAL UNIQUE

Le Vieux ksar de Sfiissifa, implanté dans la wilaya de Nâama, a été inscrit comme secteur sauvegardé présentant un intérêt historique, architectural et artistique, afin de garantir sa préservation et sa réhabilitation, a-t-on indiqué dimanche auprès de la direction de la Culture et des Arts de la wilaya.

Par Yousra Dali

Le décret exécutif 26-135, en date du 30 mars 2026, institue la création du secteur sauvegardé du ksar de Sfiissifa, couvrant une superficie avoisinant les 37 hectares. Édifié au VIII^e siècle, ce site représente un témoignage tangible du patrimoine et de l'histoire locale. Il se distingue par la présence de trois formes architecturales, dont l'architecture religieuse illustrée par la mosquée, l'école coranique et la zaouïa, a précisé le directeur de la Culture et des Arts de la wilaya, Mohamed Guemoumia.

Ce site se singularise aussi par une architecture civile regroupant habitations, commerces et une place publique dénommée « Tacheraft », ainsi que par une architecture militaire propre à l'époque, matérialisée par des tours construites aux principales entrées du ksar et sur son pourtour extérieur. Le ksar recèle également d'importantes ressources naturelles, notamment des vergers et des



sources d'eau. Selon le décret exécutif fixant la création et les délimitations du secteur sauvegardé, le Vieux ksar de Sfiissifa est bordé au Nord par le chemin de wilaya CW 5, le mont Ras El Oued et le quartier Izdagh, au Sud par l'extension des oueds Fayd Echelli et Aït Oufra, à l'Est par le cours d'eau Châabat Taghilast et à l'Ouest par le cimetière Sidi El Hadj, la zone de Taourirt Tamougrent et Djebel Bourdim.

À l'occasion de la célébration du Mois du patrimoine (du 18 avril au 18

mai), le directeur local de la Culture et des Arts a souligné que ce classement sera suivi de l'adoption d'un plan permanent de sauvegarde et de valorisation du ksar de Sfiissifa. Ce dispositif précisera l'ensemble des opérations de restauration et d'aménagement, internes comme externes, visant les biens situés dans le périmètre protégé, ainsi que les techniques de conservation des constructions anciennes reflétant l'identité culturelle et urbaine de la région.

Le responsable a ajouté que ce

classement, inscrit dans la politique de valorisation du patrimoine culturel national comme option stratégique du ministère de la Culture et des Arts, a pour objectif de préserver l'identité civilisationnelle algérienne et de mettre en lumière sa contribution à la dynamique culturelle et touristique. Il s'accompagne également d'actions de sensibilisation destinées aux habitants quant à l'importance de la préservation des monuments historiques classés situés dans ce périmètre.

Y.D

MOIS DU PATRIMOINE SOUS LE SLOGAN "NOTRE PATRIMOINE, NOTRE CIVILISATION", À SAÏDA

Les activités célébrant le Mois du patrimoine ont été lancées, dimanche à la bibliothèque de lecture publique "Ouenzar-Abdelkrim", dans la wilaya de Saïda, sous le slogan "Notre patrimoine, notre civilisation". Le wali, Amoumene Mermouri, a supervisé la cérémonie d'ouverture de cette manifestation culturelle organisée par la direction de la Culture et des Arts. Le premier responsable de l'exécutif local a souligné l'importance de préserver le patrimoine culturel national et de le valoriser auprès des jeunes générations, le considérant comme un pilier fondamental de l'identité nationale.

De son côté, le directeur de la Culture et des Arts, Bouarfa Karim, a souligné que cet événement vise à mettre en valeur les spécificités du patrimoine local et à encourager l'artisanat traditionnel, en plus de renforcer le sentiment d'appartenance et de fierté identitaire, ainsi que de promouvoir le tourisme culturel et de faire connaître la diversité du patrimoine algérien.

Le programme de cette manifestation, qui s'étale sur un mois (18 avril-18 mai), comprend l'organisation d'expositions d'artisanat et de métiers traditionnels, des spectacles folkloriques reflétant la diversité du patrimoine local, ainsi que des conférences mettant en lumière le patrimoine manuscrit et des séminaires sur les moyens de protéger le patrimoine matériel et immatériel.

L'événement verra également l'organisation de deux concours destinés aux élèves et aux jeunes, l'un de dessin axé sur le thème de la manifestation et un autre de travaux manuels portant sur le patrimoine culturel matériel et immatériel, indique-t-on.

Des visites de terrain vers les sites et monuments historiques de la région seront aussi organisées, afin de les faire connaître et de promouvoir le tourisme culturel.

Enfin, cette célébration du Mois du patrimoine réunira des artisans, des associations culturelles et touristiques, des passionnés du patrimoine ainsi que des enseignants et des chercheurs universitaires.

R.C

DES EXPOSITIONS VALORISANT LE PATRIMOINE MATÉRIEL ET IMMATÉRIEL À MASCARA

Les expositions consacrées à la promotion du patrimoine matériel et immatériel, organisées dans le cadre du Mois du Patrimoine, dont le coup d'envoi a été donné dimanche à la Maison de la culture Abi Ras Ennaciri de Mascara, attirent un public nombreux.

Organisées par la Direction de la culture et des arts et inaugurées officiellement par le wali, M. Fouad Aïssi, en présence des autorités locales, ces expositions ont enregistré une forte affluence, notamment de jeunes, d'étudiants universitaires, de chercheurs et de passionnés du patrimoine de la région, ainsi que d'étudiants du département d'archéologie de l'université Mustapha-Stambouli de Mascara et de membres d'associations culturelles.

A ce propos, le doctorant en archéologie antique, Aroussi Mohamed a souligné que ce type d'initiatives constitue une opportunité pour mettre en valeur les richesses archéologiques et historiques de la wilaya, témoins de périodes anciennes. Il a ajouté que le Mois du Patrimoine offre également un cadre propice à l'enrichissement des travaux scientifiques, notamment pour les doctorants en archéologie.

Les expositions présentent des affiches illustrées mettant en avant les principaux sites archéologiques de la wilaya, dont l'antique ville romaine d'Aquae Sirenses à Bouhanifia, le site de l'homme primitif de Tighennif et le camp romain Al Almaliaria dans la commune d'El Beniane.

Des maquettes mettent également en lumière des sites liés à la période de résistance de l'Emir Abdelkader contre l'armée coloniale française dans la région, notamment le site de l'arbre Eddardara, où eut lieu la première allégeance à l'Emir dans la commune de Ghriiss, ainsi que la maison de commandement et le tribunal du fondateur de l'Etat algérien moderne au chef-lieu de wilaya.

Dans le cadre de cette manifestation, qui s'étale sur un mois, des produits artisanaux typiques sont également exposés, tels que la poterie, la céramique et des objets fabriqués à base d'alfa et de palmier nain (doun), ainsi que des tenues traditionnelles. Des photographies de sites historiques et touristiques, de

figures emblématiques de la région et des toiles à l'huile illustrant le patrimoine culturel sont également présentées.

Des espaces sont en outre dédiés à l'exposition d'ustensiles de l'ancienne cuisine de Mascara, de zellige, de manuscrits anciens et d'objets historiques authentiques, ainsi qu'à une tente traditionnelle consacrée à la tenue de la mariée selon la tradition de la région de Mascara. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le wali a salué l'intérêt accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la culture et au patrimoine national, soulignant l'importance de leur valorisation, de leur préservation et de leur intégration dans une dynamique de développement durable, afin de renforcer le sentiment d'appartenance nationale et de consolider l'identité algérienne.

Il a également réaffirmé l'engagement des autorités locales à poursuivre les efforts visant à protéger les monuments historiques, préserver les sites archéologiques et soutenir toutes les initiatives contribuant à la sauvegarde de ce patrimoine.

A souligner que la Direction de la culture et des arts a élaboré un programme riche pour le Mois du Patrimoine, placé cette année sous le slogan "Notre patrimoine, notre civilisation", comprenant diverses activités culturelles, artistiques et intellectuelles, dont des expositions de livres consacrés au patrimoine local.

Des ateliers éducatifs pour enfants sont également prévus, tels que "lecture et résumé", "contes du terroir algérien" et "dessin et coloriage", ainsi que des ateliers de formation en restauration et décoration de poteries, en patrimoine culturel et en protection des monuments et sites historiques.

Par ailleurs, des conférences, journées d'étude et interventions portant sur différentes thématiques liées au patrimoine matériel et immatériel sont programmées, en plus de spectacles folkloriques, de contes, de concours intellectuels et de visites pédagogiques vers les sites historiques et archéologiques de la wilaya, au profit des élèves des établissements scolaires de la région.

R.C

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DE NATATION À ORAN

LES NAGEURS ALGÉRIENS EN PLEINE PRÉPARATION

Les équipes nationales algériennes de natation poursuivent leur préparation dans de bonnes conditions en vue du 17e Championnat d'Afrique juniors et seniors, prévu du 5 au 10 mai au complexe aquatique Miloud Hadeï. Les athlètes suivent un programme intensif afin d'être prêts pour cette importante compétition continentale.

Par Hamida Indja

Les sélections algériennes de natation continuent leurs entraînements dans des conditions jugées favorables, avec pour objectif de se préparer efficacement au 17e Championnat d'Afrique juniors et seniors, qui se déroulera du 5 au 10 mai à Oran, au complexe aquatique Miloud Hadeï. Selon la Fédération algérienne de natation, l'équipe nationale suit un programme d'entraînement très soutenu, élaboré pour améliorer la condition physique et les capacités techniques des nageurs. Le staff technique a ainsi mis en place un plan de travail complet visant à améliorer les performances, notamment les temps réalisés, les départs, les virages, ainsi que l'endurance et la force physique.

En plus du travail technique et physique, un autre aspect essentiel est pris en compte : le mental des sportifs. Les entraîneurs accordent une attention particulière à la préparation psychologique des athlètes afin de renforcer leur concentration, leur discipline et



leur sens des responsabilités, surtout face aux exigences d'une compétition africaine de haut ni-

veau. La Fédération explique que ces préparatifs s'inscrivent dans

un effort global visant à offrir les meilleures conditions possibles à l'équipe nationale. L'objectif principal est de permettre aux nageurs de réaliser de bonnes performances et de représenter dignement l'Algérie lors de cet événement sportif majeur.

Par ailleurs, en marge de ce championnat, deux autres compétitions auront lieu : la première édition du Championnat interzones et la deuxième édition du Championnat d'Afrique masters, ce qui confère à l'événement une importance accrue pour la natation africaine.

Cette compétition, qui s'étendra sur six jours, est organisée par la Fédération en collaboration avec Africa Aquatics, sous le patronage du ministère des Sports. Elle réunira les meilleurs nageurs du continent, issus d'une trentaine de pays africains.

Enfin, toutes les délégations participantes seront hébergées au Village méditerranéen durant toute la durée de la compétition, afin de garantir des conditions d'accueil optimales.

H.I

LA COURSE DE MÉHARIS RELANÇÉE EN ALGÉRIE POUR PRÉSERVER ET DÉVELOPPER UN SPORT ANCESTRAL

Par Kamel Hamissi

La Fédération algérienne des courses de méharis multiplie les initiatives afin de redonner vie à cette discipline traditionnelle et d'assurer sa valorisation, tout en consolidant sa place parmi les sports nationaux.

Intervenant en marge de l'Assemblée générale organisée à Ouargla, consacrée à l'examen des bilans moral et financier ainsi qu'au programme de l'année 2026, le président de la fédération, Brahim Telli, a souligné que cette étape marque un moment charnière dans la structuration et l'essor de la course de méharis en Algérie. Il a, par ailleurs, qualifié de « positif » le bilan enregistré durant l'année 2025. Depuis sa création en juin 2024, la fédération œuvre à la mise en œuvre de sa stratégie reposant sur l'élargissement de la base de cette discipline, notamment par la création de nouveaux clubs et associations régionales, garantissant ainsi une meilleure organisation et un développement durable à l'échelle nationale. À ce propos, M. Telli a indiqué que 40 clubs sont actuellement recensés, regroupant un effectif d'environ 500 camélidés répartis à travers les wilayas de Tamanrasset, El-Ménia, Adrar, Ouargla, In-Salah et Djinet, considérées comme les territoires naturels de cette activité. Au cours de l'année écoulée, la fédération a intensifié ses actions en participant à diverses manifestations, tant nationales qu'internationales, notamment dans la catégorie des jeunes, afin de stimuler la compétitivité entre les chameliers, qui ont obtenu des résultats encourageants, aussi bien en individuel qu'en collectif.

Selon le responsable fédéral, la stratégie adoptée pour l'année en cours met l'accent sur le renforcement de la formation, de l'encadrement et des structures organisationnelles, dans le but d'élever le niveau des compétitions, aussi bien sur le plan national qu'international, tout en assurant une meilleure promotion médiatique et une valorisation accrue de ce sport.

K.H

FOOTBALL/CAN U23 (ELIMINATOIRES) RAFIK SAÏFI RETIENT 24 JOUEURS POUR LE DEUXIÈME STAGE À ALGER

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football des moins de 23 ans (U23), Rafik Saïfi, a retenu 24 joueurs pour le deuxième stage de préparation au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), en prévision des prochaines échéances dont les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (U23), a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel.

Pour ce regroupement qui se poursuivra jusqu'au 23 avril, le sélectionneur national a fait appel aux joueurs évoluant dans le championnat local, ce qui constitue une occasion idéale pour le staff technique national de jauger le niveau des joueurs convoqués et dégager une ossa-

ture compétitive. Ce deuxième stage intervient après celui organisé le mois de mars dernier, ponctué par deux matchs amicaux face à la République Démocratique du Congo, remportés sur le même score (1-0). Pour ce stage, le staff technique a programmé un match test face à l'ES Ben Aknoun, club de la Ligue 1 Mobilis, sur l'un des terrains du Centre technique national de Sidi Moussa.

La liste des 24 joueurs convoqués

Gardiens : Zitouni Yasser (USM Khenchela), Kadri Dhifallah (ES Ben Aknoun), Merhab Mohamed (JS Saoura).

Défenseurs : Abdel Illah Slimane (ES Mostaganem), Benatia Oussama (JS Kabylie), Cherir Abdelhak (JS

Kabylie), Khadraoui Aymen (USM Khenchela), Dendaoui Rostom (MC Alger), Benahmed Bendahmane (CR Belouizdad), Mechai Abdelali (O Akbou), Naim Issam (ES Sétif).

Milieux : Diha Imad Rddine (US Biskra), Badaoui Mustapha (JS Saoura), Satta Abdelouahab (MC Alger), Ben Idder Abdelhak (AC Paradou), Djourou Abderaouf (JS Jijel), Mahadane Mounir (MC Oran), El Kacem Lhodja (Es Mostaganem), Merdja Naoufel (MB Rouissat), Belgacem Ghiles (O Akbou).

Attaquants : Chelali Abdelkader (MC El Bayadh), Khiari Oussama (MB Rouissat), Anatouf Moslem (MC Alger), Lahmar Sid Ahmed (AC Paradou).

RS

CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE DE JUDO CADETS DOMINATION DES CLUBS D'ALGER FILLES ET ORAN GARÇONS

Les judokates d'Alger et les judokas d'Oran se sont distingués aux épreuves du Championnat d'Algérie de judo individuel cadets et cadettes, clôturé samedi soir à la salle omnisports du Complexe sportif commandant Ferradj à Mostaganem.

Les clubs d'Alger filles et ceux d'Oran garçons ont dominé la compétition, leurs athlètes montant à plusieurs reprises sur la première marche du podium dans les différentes catégories de poids.

Le président de la ligue de judo de Mos-

taganem, Adel Belkadi a estimé que le niveau de la compétition a été très élevé chez les garçons et appréciable chez les filles.

Cette compétition organisée pendant deux jours par la Fédération algérienne de judo, en collaboration avec la Ligue de wilaya de Mostaganem de judo, a regroupé un total de 701 judokas : 403 garçons et 298 filles, issus de 233 clubs du pays.

RS

MOIS DU PATRIMOINE (18 AVRIL-18 MAI)

C'EST PARTI!

Le coup d'envoi du Mois du Patrimoine (18 avril-18 mai) a été donné officiellement par la ministre de la Culture et des Arts, Mme. Malika Bendouda, au Palais de la culture Moufdi Zakaria à Alger samedi dernier.

Par Malika Azeb

Pour cette période, les institutions muséales et culturelles à l'échelle nationale ont mis au point un riche programme visant à mettre en valeur le patrimoine matériel et immatériel de l'Algérie.

La cérémonie d'ouverture, placée cette année sous le slogan « Notre patrimoine... notre civilisation », a été marquée par l'annonce d'un riche programme d'activités culturelles estimées à plus de 2 120 activités, en présence du ministre de la Communication, Zoheir Bouamama, du directeur général de l'Institut national d'étude de stratégie globale (INESG), Abdelaziz Medjahed, ainsi que de nombreuses personnalités du monde artistique, de représentants des différents secteurs ministériels et du corps de sécurité.

Mme Bendouda a, dans son allocution à cette occasion, souligné la portée symbolique de ce rendez-vous annuel devenu un moment de réflexion sur l'héritage légué par les ancêtres. Citant le contexte actuel du monde, elle a rappelé que le patrimoine constitue « un socle solide, offrant aux sociétés des repères durables pour affronter les mutations contemporaines ».

Elle a également indiqué la richesse du programme des activités culturelles prévues pour ce mois, qui ont pour but de renforcer les efforts de l'État en matière de protection et de valorisation de l'héritage algérien et de consacrer la responsabilité des générations dans la préservation de l'identité nationale.

Par ailleurs, la ministre a mis en avant la « redécouverte de l'Algérie comme carrefour des civilisations et creuset des cultures », précisant que cette reconnaissance se distingue à travers de nombreux événements importants.



Mme Bendouda a indiqué dans ce sens que « vous avez été témoins de la manière dont le monde a redécouvert la terre d'Algérie en tant que carrefour des civilisations et croisement des cultures, lors de la visite du Pape Léon XIV, où nous avons présenté une partie de notre histoire, qui parcourt le monde et les époques ».

Elle a ajouté que ce mois du patrimoine « connaîtra une dynamique intellectuelle et internationale de haut niveau comprenant de grandes rencontres », dont la première édition des rencontres afro-méditerranéennes de la pensée, qui porteront sur la philosophie de Saint Augustin, un colloque international sur le manuscrit et une troisième session de formation nationale au profit des magistrats, des corps de sécurité et des douanes en vue de renforcer la protection juridique des biens culturels.

La ministre a également annoncé le lancement d'un programme de réforme ambitieuse du secteur muséal fondé sur une nouvelle vision faisant évoluer le musée du simple lieu de

conservation vers un acteur social, économique et numérique.

Dans ce contexte, elle a annoncé le lancement d'un programme global de modernisation, accompagné de la création de 10 musées publics nationaux, dont à leur tête le musée public national du théâtre algérien, en hommage à la riche mémoire scénique nationale.

Sur le plan international, la ministre a affirmé que l'Algérie poursuit ses efforts pour faire reconnaître son patrimoine auprès de l'UNESCO, avec plusieurs dossiers en cours de classement portant notamment sur les parcours augustiniens, les tombeaux royaux, ainsi que d'autres éléments du patrimoine immatériel, tels que la blouza, le chant des meddahates et l'art du zellige, sans omettre les savoirs traditionnels tels que la poterie artisanale, les jeux de réflexion et les systèmes d'irrigation ancestraux.

La cérémonie d'ouverture du Mois du Patrimoine a été également marquée par le geste de l'expert international en arts, M. Kouider Benchikou,

qui a fait don d'un ensemble de plusieurs œuvres d'art, ouvrages et manuscrits rares relatifs à l'Algérie, remontant au XIXe siècle, initiative que la ministre de la Culture a vivement saluée.

Elle a qualifié ce geste de « noble initiative nationale reflétant un engagement éthique envers notre identité », ajoutant que « cette précieuse donation sera destinée aux musées publics nationaux, Cirta à Constantine et Nasr-eddine Dinet à Boussaâda ».

La ministre a, dans le cadre de la journée inaugurale du Mois du Patrimoine, procédé à l'inauguration d'une exposition intitulée « Rencontre des musées » au Palais de la culture.

Cette exposition se veut un atelier interactif mettant en avant les activités des différentes institutions muséales à l'échelle nationale ainsi que leurs collections patrimoniales, afin de les faire connaître au public et de mettre en valeur la richesse et la diversité du patrimoine culturel algérien à travers les différentes périodes historiques.

M.A

LA BLOUZA À L'HONNEUR AU BASTION 23

Par Yakout Abina

Alors que l'Algérie célèbre son mois du patrimoine à travers tout le territoire national, au Bastion 23, les regards se tournent vers l'Ouest du pays, là où la Blouza, pièce maîtresse de l'identité féminine oranaise et tlemcénienne, s'impose comme un véritable langage identitaire, au cœur des célébrations et des traditions.

À l'occasion du Mois du Patrimoine algérien, célébré chaque année du 18 avril au 18 mai afin de mettre en valeur la richesse culturelle et historique du pays, le Palais des Rais a accueilli une cérémonie dédiée à un vêtement emblématique alliant raffinement et mémoire : la Blouza. L'ouverture de l'événement a été marquée par l'allocution de Mme Faiza Riache, directrice du Palais, qui a chaleureusement salué les invités et souligné l'importance de préserver et de transmettre ce patrimoine vestimentaire, véritable témoin de l'histoire nationale et de l'artisanat local. Née à l'ouest de l'Algérie, la Blouza est le fruit d'un métissage culturel unique. Elle a su évoluer au fil des siècles, s'inspirant des influences andalouses, ottomanes et locales pour devenir la pièce maîtresse du trousseau de la mariée. Historiquement, elle tire ses racines de la ghila, une veste courte portée autrefois. Avec le temps, cette pièce s'est allongée et transformée pour épouser les formes avec plus de fluidité, s'adaptant aux évolutions des goûts et des tissus. Ce qui rend la Blouza unique, c'est la complexité de sa confection. Elle ne se contente pas d'être une simple robe : elle est une architecture de tissus et d'ornements. Chaque broderie, chaque fil d'or ou d'argent raconte une histoire,

celle d'un savoir-faire transmis de génération en génération. Les artisans, véritables gardiens de cette tradition, perpétuent des techniques ancestrales tout en intégrant des touches contemporaines pour séduire une nouvelle génération de femmes. Lors de l'événement, le public a pu admirer plusieurs variations de cet habit traditionnel. On distingue la Blouza Oranaise, surnommée "Zaim" : elle se reconnaît à son plastron (le s'der) richement travaillé, souvent serti de perles de nacre et de cristaux, exigeant parfois des centaines d'heures de main-d'œuvre. La Blouza "Mensoudji", tissée traditionnellement à la main, est célèbre pour ses fils d'or qui s'entrelacent avec de la soie fine, offrant un éclat royal qui rappelle les fastes des cours d'antan. La Blouza Tlemcénienne, plus chargée en symboles andalous, se distingue par la finesse de ses broderies en fella ou majboud, souvent portée avec une parure de bijoux en or massif qui vient souligner la prestance de celle qui la revêt. À Mostaganem, la Blouza "Djouhar", comme son nom l'indique, fait la part belle aux perles (Djouhar). Le travail du perlage sur le plastron est d'une finesse extrême, privilégiant souvent des motifs floraux très détaillés qui rappellent les jardins de la ville. Cette diversité entre les villes principales de l'ouest du pays montre que la Blouza n'est pas un vêtement uniforme, mais un langage régional où chaque broderie indique l'origine de celle qui la porte.

Au-delà des différentes déclinaisons régionales de la Blouza, le public a été invité à vivre une reconstitution d'un mariage traditionnel mostaganém. Cette simulation, riche en symboles et en émotions, a permis de découvrir les coutumes propres à la région de Mostaganem. Accompagnée

par les chants mélodieux et les louanges des Meddahates, l'ambiance s'est rapidement chargée d'une intensité palpable. Le rituel du henné, moment fort de la cérémonie, a été exécuté selon la tradition : la mariée, vêtue de sa somptueuse Blouza, a reçu le henné au creux de sa main, surmonté d'une pièce d'or, symbole de prospérité et de bonheur pour le futur foyer. Chaque étape a été expliquée avec soin, transformant l'événement en une leçon de transmission vivante.

En marge de l'événement, le Palais met en avant des ateliers permanents notamment au niveau de la Maison de l'Artisanat. Crochet et messloul (technique de broderie sur fils tirés) y sont proposés, deux pratiques traditionnelles qui retrouvent aujourd'hui un souffle nouveau. Parmi les artisans, Mme Haddad, institutrice passionnée, incarne cette transmission. Elle confie avoir appris le métier dès l'âge de 11 ans, à une époque où chaque foyer algérien cultivait ses propres savoir-faire. Consciente de la rareté de ces pratiques aujourd'hui, elle souligne leur retour en force porté par de nouvelles techniques. Pour les plus jeunes, l'espace « Petit Rais » propose une initiation ludique avec des puzzles, des jeux de société et des messages codés inspirés de l'époque des Rais. Une manière originale de permettre aux enfants de renouer avec leurs racines et leur culture, tout en s'amusant. Plus qu'une simple célébration annuelle, ce mois du patrimoine est une invitation à porter fièrement nos racines. Car tant que la Blouza continuera de parer les mariées et que les mains des artisanes feront danser les fils d'or, l'Algérie gardera vivante son âme, fidèle à son histoire et pourtant toujours en mouvement.

Y.A

COMME À GAZA

ISRAËL S'ATTAQUE À L'ÉCOLE AU LIBAN

Un « cessez-le-feu » précaire au Liban, violé des milliers de fois par les forces d'occupation israéliennes (IOF) depuis sa signature en novembre 2024, a pris fin définitivement aux premières heures du 2 mars 2026.

Le Hezbollah s'est engagé contre Israël dans cette guerre régionale qui s'intensifie rapidement, en réponse à la frappe américano-israélienne qui a tué le Guide suprême iranien Ali Khamenei et aux attaques répétées d'Israël.

Par Amy Fallas
In mondialisation.ca

La violence de la riposte israélienne contre le Liban a surpassé celle de sa dernière guerre au Liban en 2024 et a suscité des comparaisons avec la campagne génocidaire menée par Israël à Gaza. Parmi ces analogies figurent notamment les soi-disant « ordres d'évacuation » qui forcent la population à partir, la destruction des infrastructures publiques, le meurtre de journalistes et de personnel médical, et la fomentation de divisions internes. À ce jour, environ 1,2 million de personnes ont été déplacées et depuis octobre 2023, plus de 5200 ont été tuées, alors qu'Israël mène une intense campagne de bombardements aériens à travers le Liban et se lance dans une opération terrestre dans l'intention d'occuper illégalement le sud du Liban.

Un autre aspect de la « doctrine de Gaza » d'Israël comprend les attaques contre les écoles, les universités, les enseignants, les étudiants, les archives, les bibliothèques et les institutions de production du savoir — un mode de destruction systématique connu sous le nom de « scolasticide ». Cela est également en cours au Liban — bien que sous une forme différente. Non seulement Israël a perturbé tous les niveaux d'enseignement à l'échelle nationale et forcé les écoles à se transformer en abris pour plus d'un million de personnes déplacées par la guerre, mais il a également pris pour cible des professeurs et des établissements d'enseignement supérieur.

Le 12 mars, une frappe israélienne a visé la Faculté des sciences du campus Rafik Hariri de l'Université libanaise à Hadath, dans la banlieue sud de Beyrouth.

La frappe a tué deux éminents membres de la communauté universitaire — le Dr Hussein Bazzi, doyen de la Faculté des sciences, et le Dr Mortada Srour, professeur de chimie et de physique — alors qu'ils se réunissaient pour coordonner l'enseignement à distance des étudiants.

Leurs décès tragiques et sans aucune justification constituent une violation du droit international humanitaire et font partie du « scolasticide » dévastateur perpétré par Israël à Gaza. Ils s'inscrivent également dans une trajectoire historique plus longue montrant comment la guerre — et l'ingérence israélienne — a déstabilisé la seule université publique du Liban.

L'Université libanaise et son contexte

Bien que l'Université américaine de Beyrouth (AUB) et l'Université libano-américaine (LAU) soient des établissements universitaires plus connus, le système de l'Université libanaise (LU) forme le plus grand nombre d'étudiants de premier cycle



libanais, en particulier ceux qui n'ont pas les moyens de payer les frais de scolarité privés de l'AUB et de la LAU. Pourtant, la LU a passé des décennies à lutter contre des crises administratives, économiques, sociales et politiques qui se chevauchent, toutes exacerbées par l'ingérence israélienne et la guerre.

Bien que la LU ait été fondée en 1951 en réponse aux revendications des étudiants militants en faveur d'un enseignement public et accessible, une brève période de mobilisation populaire dans les années 60 et 70 a pris fin avec le début de la guerre civile libanaise en 1975.

La guerre civile a fragmenté l'université géographiquement en différentes branches reflétant les affiliations sectaires — d'abord pour des raisons de sécurité, puis par désir de consolidation politique.

Loin d'être une question purement nationale, cette fragmentation reflétait la dimension transnationale de la guerre civile libanaise lorsque, en 1982, l'armée israélienne a occupé la Faculté des sciences — le bâtiment d'origine autour duquel le reste du campus a ensuite été construit en 2003. Les politiques néolibérales de l'après-guerre au Liban, axées sur la privatisation et l'austérité, ont eu un impact direct sur l'Université libanaise (LU), qui a souffert de ce que la chercheuse Helen Murray a qualifié de la combinaison « de négligence économique et d'un niveau élevé d'ingérence politique ». Du fait de la diminution du soutien financier de l'État pour l'enseignement public, des cas de corruption et un manque de transparence dans les nominations et la direction de l'université ont été largement rapportés dans les années 90. Alors qu'un nouveau campus a été construit à Hadath, dans la banlieue sud à majorité chiite, cette nouvelle ère pour l'université a été marquée par la méfiance sectaire et le clientélisme, au lieu d'une université nationale diversifiée et inclusive.

L'effondrement monétaire et la crise financière de 2019 au Liban n'ont épargné personne, et la solvabilité financière de l'Université de Beyrouth s'en est aussi ressentie. Du jour au lendemain, le salaire d'un professeur à temps plein est passé de 3500 dollars à moins de 200 dollars par mois, son pouvoir d'achat ayant chuté de 95 %.

Pour aggraver encore la situation, les enseignants ne reçoivent souvent leur salaire qu'une fois par an ou tous les deux ans, sans que l'uni-

versité ne s'engage à couvrir leur assurance maladie, sociale ou retraite. Les professeurs cumulent souvent plusieurs emplois pour joindre les deux bouts et bénéficier des services sociaux. La précarité financière du corps enseignant de l'UL a également contribué à des grèves quasi permanentes, perturbé l'éducation des étudiants et creusé le fossé de confiance entre le corps enseignant et l'administration.

Ironiquement, la crise financière a également fait de l'UL la seule option possible pour de nombreux étudiants libanais souhaitant poursuivre des études supérieures au Liban. Et en plus des défis institutionnels auxquels ils sont confrontés, les conditions de guerre placent les étudiants dans des situations impossibles.

Les difficultés des étudiants et les conditions de guerre

Les défis nationaux et internationaux qui se chevauchent et affectent directement l'Université libanaise ont un impact direct sur ses quelque 80 000 étudiants inscrits.

De nombreux étudiants recherchent des conseils et du soutien en ligne pour les aider à surmonter bon nombre de ces défis. Des groupes WhatsApp aux forums Reddit, les étudiants libanais cherchent des conseils sur des sujets allant de la manière de réussir leurs cours face à des changements soudains de programme, à la gestion du favoritisme dans certaines filières et départements pour obtenir leur diplôme.

Ces dynamiques deviennent encore plus tendues en temps de guerre, car de nombreux étudiants ont fui leur domicile et sont déplacés, avec un accès instable à Internet et au matériel nécessaire pour répondre aux exigences les plus élémentaires de leurs cours.

À ces défis liés à la guerre s'ajoute également un sentiment anti-chiite omniprésent à l'égard du campus de l'Université libanaise et des membres de la communauté universitaire, qui sont confrontés à la fois à des bombardements quasi constants dans la banlieue sud et à des accusations infondées d'association avec le Hezbollah.

Selon un étudiant de la Faculté des sciences, qui a souhaité rester anonyme, l'expérience éducative à l'Université de Beyrouth a été marquée par des perturbations incessantes, notamment la crise de 2019 et les manifestations populaires qui ont suivi, l'enseignement à distance

lié à la Covid-19 et l'explosion du port de Beyrouth en 2020, des grèves du personnel enseignant quasi hebdomadaires, ainsi que les ajustements prolongés liés à la guerre menée par Israël contre le Liban, d'abord en 2024 et maintenant en 2026.

Au cours des deux dernières guerres, son campus et son domicile se trouvaient tous deux dans les zones d'évacuation obligatoires, et les options d'enseignement en ligne se limitaient aux cours magistraux, ses cours ne pouvant être validés que par un examen final en présentiel.

Compte tenu du coût financier et psychologique, certains étudiants choisissent d'abandonner leurs études et de trouver un emploi pour subvenir aux besoins de leur famille à court terme, plutôt que de lutter contre des circonstances déraisonnables pour un diplôme qu'ils ne pourront peut-être pas obtenir.

Solidarité universitaire

Bien que les frappes du 12 mars contre l'Université libanaise n'aient pas suscité autant de prise de conscience ou de condamnation que les informations selon lesquelles l'Iran pourrait prendre pour cible les universités américaines dans le pays, plusieurs associations universitaires au Liban et à l'étranger ont exprimé leurs inquiétudes et leur opposition aux frappes israéliennes.

Au Liban, le ministère de l'Éducation et des associations de professeurs, telles que l'AUB Faculty United, ont condamné ces frappes, les qualifiant de crimes de guerre et/ou d'actes constituant un « scolasticide ».

Le Comité pour la liberté académique de l'Association des études sur le Moyen-Orient (MESA) a publié une lettre condamnant les attaques et a établi un parallèle avec la campagne de « scolasticide » à Gaza afin de souligner le schéma constant et systématique des forces israéliennes visant les universitaires et les institutions académiques.

Ces déclarations sont essentielles pour mettre en évidence le fait que les campagnes israéliennes ne visent pas seulement des cibles « militaires », mais qu'elles visent intentionnellement à déstabiliser et à détruire les fragiles institutions publiques nécessaires à la reconstruction d'un avenir au Liban.

A.F

Escales sur le Web



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

KHET EL RAML OU L'ART ET DU PARTAGE

Les civilisations d'antan naissaient et s'épanouissaient autour d'un élément plus prisé que tous les métaux précieux et toutes les autres richesses : l'eau, sans lequel toute vie serait menacée.

Lorsqu'elle vint à manquer dans certaines contrées, la virtuosité de l'homme consista à l'acheminer par un système ingénieux de drainage des eaux.

La plus antique de ces galeries, sorte de « source artificielle », date de plus de 3 000 ans. On la retrouve en Iran sous l'appellation el qanat, ou encore el falj au sultanat d'Oman, el kariz en Afghanistan et au Pakistan, el kanerjing en Chine et la khattara au Maroc, la kriga en Tunisie.

Au sud de l'Algérie, plus précisément au triangle Touat-Gourara-Tidikelt, cette technique existe et est appelé el Foggara.

Sid el 'ain « Le maître de la source »

Les premières foggaras auraient existé entre le XIe et le XIIIe siècles. Elles puisent dans les eaux de la nappe albiennne et phréatique du plateau de Tadamaït, une zone aride en surface mais qui abrite une nappe abondante.

Une fois acheminée, cette eau doit être partagée avec parcimonie et équité selon deux procédés. Dans la région du Touat, le partage des eaux de la foggara, à l'instar de la khattara du Maroc, obéit à une rotation horaire et s'effectue au tour à tour, à tour de rôle. Tandis qu'au Gourara, le partage demeure plus complexe, selon une science ancestrale appelée khet el raml qui signifie littéralement le trait du sable ou encore el khet el zanati (le trait Zénète).

Le calcul hydraulique a longtemps fait office de monnaie et permettait de régulariser les échanges fiscaux entre les copropriétaires, locataires des oasis dont la répartition des eaux doit être jalonnée et contrôlée. Les litiges liés à cette répartition sont réglés sous l'égide du Sid el ain (maître de la source) qui jouit d'un statut privilégié parmi les siens. « Il est aussi de bonne guerre de s'assurer l'amitié de ces « détenteurs du secret », dont on espère quelques faveurs



dans les conditions de partage ».

Dans une société reposant sur une tradition de transmission orale, toute besogne relative à khet el remal est fixée par écrit afin de pallier aux conflits. Un registre hypothécaire d'eau, appelé el zmam, est tenu afin de tout notifier minutieusement. Le procédé se fait grâce à el Hallafa, une planchette percée, dont chaque trou est appelé habba, unité de mesure duodécimale. Il s'agit d'une sorte de calculatrice quantitative pour mesurer le débit de la source. Le débit est relatif à la superficie du djenan (le jardin) et sa distance par rapport à la foggara qui l'alimente en amont et en aval. L'eau est déversée dans un qasri qui est le bassin central qui alimente les bassins individuels (les madjens). Le débit est ainsi contrôlé par l'ouverture et l'obstruction.

La foggara est obstruée selon un temps pré-

définis pour permettre de reconstituer le niveau nécessaire, puis l'eau est débloquée pour un temps donné, proportionnel au tribut financier versé par le bénéficiaire.

De nos jours, un grand nombre de foggaras gisent sous le sable du Grand Erg Occidental, remplacées par des châteaux d'eau. Quelques unes demeurent cependant fonctionnelles.

Ces étonnants édifices reposent sciemment sur une instruction sociale, basée sur l'œuvre collective. L'entretien de la foggara ainsi que la répartition de son eau est l'une des plus importantes tâches dans la vie pastorale des oasis occidentales.

Publié sur Facebook par Samir Benblal dans Tlemcen, histoire et nostalgie, le 16 avril 2026

QUAND L'EMPIRE MOGHOL ÉTAIT LA PREMIÈRE PUISSANCE MONDIALE

En 1068H (1658), Aurangzeb s'installe sur le trône. Sixième des Grands Moghols, son règne d'un demi-siècle sera sans conteste le plus glorieux de la dynastie.

C'est sous sa houlette de grand conquérant que le Royaume des descendants de Babur atteint sa plus grande expansion : quatre millions de kilomètres carrés, soit la quasi-totalité du sous-continent Indien, de l'Indus au Gange, de l'Himalaya aux confins de la mer d'Arabie et de la baie du Bengale.

Les revenus annuels de l'État Moghol, première puissance économique mondiale, atteignent la somme prodigieuse de trois milliards de roupies – dix fois les ressources de son illustre contemporain, Louis XIV.

Derrière cet apogée, il n'y a pas que les intrépides et incessantes campagnes d'un chef militaire aguerri, mais aussi, et peut-être surtout un profond renouveau spirituel impulsé par un homme qui est aussi le champion de l'Islam orthodoxe, loin des interprétations ésotériques et syncrétiques de son ancêtre Akbar.

Son règne marque le retour intégral de l'Empire Moghol à la shari'ah, qu'il fait codifier par les Oulémas Hanafis de son empire en un recueil unique : le Fatawa-e-Alam-giri, l'alcool, les jeux de hasard et les drogues diverses sont formellement interdits, les convertis issus de l'Hindouisme invités à abandonner



leurs pratiques antérieures.

Fait notable : il met également fin à la pratique barbare du sati, qui voulait que les veuves Hindoues soient immolées sur les bûchers funéraires de leurs époux, et l'interdit dans l'ensemble de l'empire, de

même que la castration des hommes.

En 1111H (1700), Aurangzeb règne ainsi sur un gigantesque empire qui compte plus de cent cinquante millions de sujets – soit un quart de l'humanité.

Alors plus grande puissance économique et industrielle mondiale, les Indes Islamiques connaissent un niveau d'urbanisation exceptionnel.

Porté par sa puissance militaire formidable, illustrée par son usage précoce des roquettes et explosifs, son réseau de routes inédit et son administration.

Impératrices et Princesses Mogholes ne sont pas en reste : elles écrivent des chefs-d'œuvre de prose, font ériger de grandioses monuments, mosquées, palais, mausolées ou jardins d'agrément, soutiennent activement l'éducation du peuple et financent les madrasas, patronnent savants, poètes et lettrés, entretiennent d'immenses bibliothèques, multiplient les œuvres caritatives.

À son apogée, l'Empire Moghol compte ainsi un réseau assez impressionnant d'une école élémentaire pour quatre cents habitants.

Publié sur Facebook par Samir Benblal dans Tlemcen, histoire et nostalgie, le 7 avril 2026



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:20	12:54	16:23	19:02	20:24

DIALOGUE INTERRELIGIEUX

LE LEADERSHIP DE L'ALGÉRIE MIS EN EXERGUE PAR UN MÉDIA AMÉRICAIN

Le leadership de l'Algérie dans la promotion du dialogue interreligieux, de la paix et du rapprochement entre les peuples, ainsi que sa contribution à la stabilité régionale et internationale, a été mis en exergue par un média américain.

Dans une analyse publiée par un média et think-tank américain, l'ancien diplomate albanais, Arben Cici, a qualifié la visite historique du Pape Léon XIV en Algérie de "moment particulièrement inspirant et symboliquement fort" dans le contexte des relations interreligieuses contemporaines, relevant l'importante couverture médiatique internationale dont il a fait l'objet.

Il a souligné, à ce propos, que "les images du Pape, chaleureusement accueilli à Alger, ont résonné dans le monde entier, faisant entendre la voix de l'Algérie comme modèle de tolérance et de stabilité à un moment où le monde a désespérément besoin de tels exemples".

Ce voyage historique "a magnifiquement mis en lumière le rôle éclatant de l'Algérie comme terre d'accueil authentique, de sagesse ancestrale puisant ses racines dans l'héritage de Saint Augustin, et de leadership visionnaire qui unit les confessions, les cultures et les continents", a-t-il affirmé.

Dans le contexte géopolitique actuel, cette visite "bénie", la première en Algérie, "souligne la contribution essentielle de l'Algérie à la stabilité du Maghreb, de l'Afrique, du Monde islamique et de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) au sens large, en mettant en avant ses partenariats énergétiques qui renforcent la sécurité de l'Europe et ouvrent des perspectives prometteuses pour la



coopération méditerranéenne et balkanique", a relevé la même source, soulignant ainsi "le rôle leader de l'Algérie sur la scène internationale".

Le médias américain note, à ce propos, que le choix de l'Algérie comme première étape de la tournée africaine du Souverain

pontife "n'est pas fortuit", ajoutant qu'il a délibérément entamé son voyage historique en Afrique par l'Algérie, "un choix réfléchi et profond, empreint d'une signification spirituelle, historique et géopolitique majeure", ce qui a permis de mettre en avant le rôle de l'Algérie, "une nation qui défend

depuis longtemps la non ingérence, l'autodétermination et la réconciliation".

L'ancien ambassadeur d'Albanie au Danemark, en Croatie et en Russie a également mis en avant les messages de paix, de tolérance et de coexistence portés par l'Algérie, illustrant que "le dialogue interreligieux repose sur le respect mutuel et la reconnaissance de l'autre".

Cici, qui est actuellement chargé de cours en relations internationales à l'université méditerranéenne d'Albanie, a aussi évoqué l'accueil chaleureux réservé au Pape par les autorités et la société algériennes, précisant que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "a personnellement accueilli le Souverain pontife à l'aéroport international Houari-Boumediène. Personnalités, société civile et citoyens algériens ont manifesté un enthousiasme débordant lors de cette visite, témoignant de la profonde culture de tolérance et de fraternité qui caractérise le pays", a-t-il encore mentionné.

En conclusion, l'ancien diplomate a considéré que la visite papale "dépasse le cadre protocolaire pour s'inscrire comme un événement porteur d'espoir, traduisant la contribution de l'Algérie à la promotion du dialogue, de la paix et de la stabilité au niveau régional et international".

RA

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

JOURNÉES D'INFORMATION SUR LE 1^{ER} CENTRE D'INSTRUCTION DIVISIONNAIRE DE LA 1^{ÈRE} DIVISION BLINDÉE DE BARIKA

Des journées d'information sur le 1er Centre d'Instruction Divisionnaire de la 1ère Division blindée de Barika "Chahid Bouhali Terghini", relevant de la 1ère Brigade blindée "Chahid Abderrahmane Debbache" (5ème Région militaire), ont été ouvertes, dimanche, à l'intention du public.

Le général major, commandant de 1ère division blindée, a souligné, lors de l'inauguration de cet événement prévu sur 2 jours au centre culturel de Barika, que le degré de professionnalisme et d'excellence atteint par l'Armée nationale populaire (ANP) "impose au 1er Centre d'Instruction

Divisionnaire de la 1ère Division blindée, en tant que pilier d'une formation de premier plan dans l'arme blindée, de se concentrer sur l'aspect communication avec les citoyens à travers ces journées médiatiques, conformément à la stratégie de communication par laquelle

l'ANP entend promouvoir le lien Armée-Nation".

Il a ajouté que les journées d'information permettront au public, en particulier aux jeunes, de découvrir de près les compétences des éléments ainsi que les armes, les équipements, les moyens et les installations pédagogiques modernes disponibles.

Il s'agit également, selon le général major, d'une "occasion en or pour les visiteurs de se familiariser avec l'évolution du système de formation au Centre d'Instruction "Chahid Bouhali Terghini", de connaître ses missions et son rôle dans la formation des individus, ainsi que les conditions et les modalités d'admission à ce pôle d'Instruction spécialisé.

De son côté, le commandant du centre a souligné que l'objectif suprême du centre, comme celui des autres structures de formation relevant du commandement des forces terrestres, réside dans "la formation militaire

et la préparation morale des éléments, ainsi que dans le perfectionnement de leurs compétences militaires selon des méthodes scientifiques étudiées, afin de le qualifier à devenir un atout précieux pour les unités de combat terrestre et à s'adapter aux exigences des guerres modernes tout en manipulant les armes et l'équipement avec professionnalisme".

Un film documentaire a été projeté à l'occasion de cette manifestation pour permettre aux visiteurs de découvrir la vie quotidienne dans le centre et les moyens pédagogiques dont il dispose, avant qu'une visite guidée des différents ateliers ne soit organisée.

Ces journées ont également donné lieu à des exhibitions de Kik Sool Won et de plusieurs autres sports de combat qui ont suscité un vif intérêt du public.

RA

IL A ÉTÉ MINISTRE ET MEMBRE DU CONSEIL DE LA NATION

DÉCÈS DE CHEMS EDDINE CHITOUR

L'ancien ministre et membre du Conseil de la nation au titre du tiers présidentiel, Chems Eddine Chitour, est décédé, a annoncé, dimanche, le Conseil de la nation.

Né en 1944, le défunt a occupé le poste de ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables de juin 2020 à juillet 2021, et auparavant celui de ministre de l'Enseignement supérieur et de

la Recherche scientifique de janvier 2020 à juin de la même année.

RA

CONDOLÉANCES

DE AZOUZ NASRI...

Le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, présente, ses sincères condoléances à la famille de l'ancien ministre et membre du Conseil de la nation Chems Eddine Chitour, décédé dimanche.

« C'est avec une immense tristesse que j'ai appris le décès de notre frère, membre du Conseil de la nation, feu le Professeur Chems Eddine Chitour, rappelé à Dieu après une vie riche en apports et en dévouement, marquée par un parcours jalonné de contributions dans tous les postes et responsabilités qu'il a occupés au service de l'Algérie, en tant que ministre, enseignant universitaire, parlementaire et cadre comptant parmi les compétences algériennes les plus expérimentées et les plus qualifiées dans son domaine », écrit Nasri dans son message de condoléances.

Une « douloureuse épreuve »

« Face à cette douloureuse épreuve, nous ne pouvons que faire preuve de foi et de patience. Je ne peux que me résigner devant la volonté d'Allah en ces moments difficiles, empreints de tristesse et de profonde affliction », ajoute le président du Conseil de la nation. «

Si la séparation est douloureuse, le plus grand réconfort réside dans les souvenirs et les bonnes actions que le défunt a laissés derrière lui, et qui resteront à jamais dans nos prières pour lui », ajoute-t-il. « Je tiens à vous présenter mes sincères condoléances et mes sentiments de compassion, priant Allah Tout-Puissant d'entourer le défunt de Sa sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis et de prêter à tous patience et réconfort », conclut le président de la chambre haute du Parlement.

...ET DE BRAHIM BOUGHALI

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, présente, lui aussi, ses sincères condoléances à la famille de Chems Eddine Chitour. « C'est avec une grande tristesse et une profonde affliction que nous avons appris le décès de l'ancien ministre et membre du Conseil de la nation au titre du tiers présidentiel, Chems Eddine Chitour. En cette douloureuse épreuve, nous présentons nos sincères condoléances à la famille du défunt », lit-on dans le message de condoléances. « L'Algérie perd en lui une personnalité nationale et scientifique illustre. Puisse Allah Tout-Puissant lui accorder Sa sainte miséricorde, l'accueillir en Son vaste paradis et de prêter patience et réconfort à sa famille et à ses proches », ajoute Boughali.

RA